

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
SUCCURSALES A L'ÉTRANGER
DES
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 2 Juin 1908, à 2 heures 1/2

PAR

Maurice BLONDEL

Président : M. SOUCHON.

Suffragants : { MM. JAY.
FERNAND FAURE.

ORLÉANS

IMPRIMERIE FRANZ SERRIER

36, Rue Xaintrailles, 36

1908

LES
SUCCURSALES A L'ÉTRANGER
DES
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT FRANÇAIS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
SUCCURSALES A L'ÉTRANGER
DES
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 2 Juin 1908, à 2 heures 1/2

PAR

Maurice BLONDEL

Président : M. SOUCHON.

Suffragants : { MM. JAY.
FERNAND FAURE.

ORLÉANS

IMPRIMERIE FRANZ SERRIER

36, Rue Xaintrailles, 36

1908





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555827_0005

LES
SUCCURSALES A L'ÉTRANGER
DES
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT FRANÇAIS

PRÉFACE

Les Etablissements de Crédit ont été parfois, depuis quelque temps, soit dans des articles de revue, soit même à la tribune parlementaire, attaqués avec passion. Par contre, ils ont trouvé d'éloquents défenseurs. Nous n'avons nullement, en entreprenant ce travail sur les succursales à l'étranger des Établissements de Crédit français, l'intention de nous mêler à cette polémique, et nous pensons que l'œuvre des Sociétés de Crédit est là pour les justifier. Mais l'étude de cette œuvre a, jusqu'ici, peu tenté les auteurs et ils se sont rarement occupés du développement à l'étranger de nos Etablissements, question tout à fait actuelle pourtant. Ce sont ces raisons qui ont dicté notre choix.

Si cette étude vaut par quelques constatations vraies, par quelques aperçus originaux, il faut, pour une large

part, en attribuer le mérite à ceux qui ont bien voulu nous aider de leurs conseils, et particulièrement à ceux qui, représentants, dans leur sphère d'action, d'Etablissements de Crédit, ont mis à notre disposition leur science des affaires de banque et leur expérience professionnelle avec une bienveillance dont le témoignage n'étonnera ni les employés sous leurs ordres, ni ceux de leurs clients sous les yeux de qui pourraient tomber ces lignes.

Quant au terme dont nous nous sommes servi : — les *Succursales à l'étranger des Etablissements de Crédit*, — il embrasse, dans notre pensée, aussi bien les agences des sociétés que les filiales que celles-ci ont pu constituer. Nous l'avons employé, faute d'un terme d'une généralité un peu plus grande, et qui rendit aussi bien l'idée de dépendance qu'il y a entre les agences d'une société et leur siège, comme entre les sociétés filiales et la société-mère.

Paris, avril 1908.

BIBLIOGRAPHIE

L'Economiste Français.

Le Rentier.

Ministère des Finances. — *Compte rendu du Congrès international des valeurs mobilières à l'Exposition de 1900.*

Ministère des Finances. — *Du régime fiscal des valeurs mobilières en Europe*, par M. Jobit.

COURCELLE-SENEUIL. — *Les opérations de banque.*

LEROY-BEAULIEU. — *Traité de la science des finances.*

THALLER. — *Traité de Droit commercial.*

LÉON SAY. — *Dictionnaire des finances.*

HOUPIN. — *Traité des Sociétés.*

F. HUBERT. — Article dans *Revue de Droit commercial*, 1903, t 17.

KERGALL. — Article dans *Revue économique et financière* du 11 février 1908.

DECUGIS. — *Du régime légal des Sociétés Françaises en Angleterre.*

DENIZET. — *Les Banques coloniales.*

DESCHAMPS. — *Les conventions conclues avec les Banques pour la conservation des valeurs mobilières.*

PAUL ROYER. — *Les grands Etablissements de Crédit dans l'Algérie et les colonies françaises*, 1908.

SAUREL. — *Sociétés de Crédit contre Banques locales.*

LYSIS. — *Contre l'oligarchie financière* 1907.

TESTIS. — *Le rôle des Etablissements de Crédit en France*, 1907.

INTRODUCTION

La banque, si l'on considère du moins une de ses premières et principales fonctions, le change des monnaies et le transport des fonds provenant de transactions commerciales ou destinés à ces transactions, a toujours eu un certain caractère international.

Dès qu'il y eut des rapports commerciaux établis entre négociants de localités éloignées et de nationalités diverses, il dut y avoir, par le fait même, des intermédiaires qui se chargèrent, pour faciliter ces rapports, de compenser jusqu'à dû concurrence les créances et les dettes d'une même place sur une autre, afin d'éviter autant que possible le risque du transport des monnaies. Il est certain que les grands peuples commerçants et colonisateurs de l'antiquité eurent la notion de la lettre de change ; on a retrouvé des formules de lettre de change assyriennes et babyloniennes, et on a pu dire avec juste raison que « dès qu'il y eut un créancier et un débiteur aux deux extrémités d'une ligne de caravane, l'idée du contrat de change a dû germer dans l'idée du créancier » (1).

(1) Lenormant : *Histoire de la monnaie dans l'antiquité*.

Il est fort probable que les banquiers phéniciens et romains entre autres eurent des comptoirs dans tout le bassin de la Méditerranée. A notre époque même, les voyageurs ont signalé l'usage de la lettre de change libellée en captifs ou en têtes de bétail chez les populations à demi-sauvages du Soudan central : cet usage, introduit sans doute par les Arabes conquérants, doit remonter fort loin dans le passé.

Au Moyen-Age, ce furent longtemps les Lombards qui monopolisèrent le commerce des lettres de change ; puis c'est encore dans les grands centres commerciaux que se fondèrent les premières banques par actions, la Banque de Venise en 1171, celle de Barcelone deux siècles plus tard, celle de Gènes en 1407, etc. Ces grandes banques étaient en relations les unes avec les autres, et, par l'appui qu'elles apportèrent à leurs nationaux, elles contribuèrent largement au magnifique essor commercial qui marqua la fin du Moyen-Age et la Renaissance, en même temps que, par leur honnêteté et la correction de leurs opérations, elles ne tardèrent pas à gagner la confiance des particuliers qui leur déposèrent des fonds sans intérêt. La prohibition du prêt à intérêt cantonna d'ailleurs pendant longtemps les banques dans les opérations de change, qui furent encore, au dix-septième siècle, la principale raison d'être des Banques de Hambourg, de Nuremberg et de Stockholm.

Les grandes découvertes géographiques et l'établis-

sement des premières colonies vinrent ensuite ouvrir un vaste champ au commerce d'exportation ; mais les grandes compagnies à charte qui exploitèrent les nouvelles colonies, monopolisèrent à la fois les relations commerciales et financières entre la métropole et les pays d'outre-mer.

Au dix-huitième siècle enfin, les opérations des banques s'élargissent : l'invention du billet de banque vient leur fournir l'instrument de travail qui leur permettra de plus vastes desseins. Une notion nouvelle apparaît : celle de la banque d'affaires, attirant à elle les capitaux pour les faire fructifier, et les employer en entreprises diverses, soit dans le pays de la banque, soit à l'étranger. La première, la Banque d'Angleterre fit l'escompte des effets de commerce, et émit des promesses de paiement, véritables billets garantis par une encaisse métallique : elle fut, à cet égard, un précurseur, et c'est son initiative que Law voulut imiter lorsqu'il fonda chez nous, en 1716, sa Banque Générale, qui serait sans doute devenue l'auxiliaire et la correspondante de la puissante Compagnie des Indes, si la spéculation n'était venue bientôt annihiler la tentative de son auteur (1).

Dans le même temps se créaient plusieurs banques

(1) La *Banque Générale*, d'abord entreprise privée, fut déclarée Institution d'Etat par un édit du 4 décembre 1718. Son succès, immense au début, fut de courte durée, car l'établissement périt définitivement dans les premiers mois de 1720.

dans les colonies anglaises d'Amérique. Puis, c'est la fondation de la Banque de France, modèle de toutes les banques privilégiées, et l'organisation de la finance internationale, avec les grandes banques privées, et surtout avec la Banque Rothschild, qui, de la boutique ouverte à Francfort à la fin du dix-huitième siècle par Mayer-Anselme Rothschild ne tarda pas à essaimer dans les grandes capitales européennes (1).

A vrai dire, ce fut là, semble-t-il, la première tentative d'une banque allant installer des succursales à l'étranger. Jusque là, les affaires de banque, soit entre places d'un même pays, soit entre places étrangères, se traitaient au moyen de correspondants. Très souvent d'ailleurs, ce sont les négociants exportateurs eux-mêmes, ou les commissionnaires, qui font en même temps la banque, négocient les lettres de change, et, dans les pays neufs, font des avances aux colons et aux commerçants locaux ; c'est du reste, ce qui se passe aujourd'hui dans beaucoup de pays.

Il faut arriver au milieu du dix-huitième siècle, au moment du grand développement industriel et du grand essor

(1) L'aîné des fils, Mayer-Anselme Rothschild, succéda à son père à Francfort ; les autres fondèrent des maisons de banque dans les principales villes d'Europe : Salomon Rothschild fonda une banque à Vienne en 1826 ; Nathan Rothschild fonda à Manchester une maison de banque qui fut transportée à Londres en 1813 ; Charles de Rothschild fonda une banque à Naples en 1820, et James de Rothschild fonda la maison de Paris où il devint en 1822 consul général d'Autriche.

donné au commerce international par les chemins de fer, la navigation à vapeur, le télégraphe et toutes les inventions modernes, pour trouver le premier essai de ce qu'on appelle aujourd'hui un « établissement de crédit » avec ses multiples services qui s'étendent au moyen d'agences, jusqu'aux pays étrangers. Cet ancêtre de nos Etablissements de Crédit fut le *Comptoir d'Escompte de Paris*.

Au cours de la crise commerciale qui s'ouvrit en septembre 1847, et causa en février 1848, la suspension des opérations de la plupart des banquiers de Paris, et la chute de maisons de banque comme les Gouin et C^{ie} (1) les Ganneron et C^{ie} (2), etc; le Gouvernement décréta l'établissement de Comptoirs d'escompte dans les villes industrielles et commerciales.

Le lendemain 8 mars 1849, un autre décret fondait, sous la garantie de la ville de Paris et de l'Etat jusqu'au 31 décembre 1854, le *Comptoir d'Escompte de Paris*, au capital de 20 millions.

Ce capital constitué d'ailleurs avec quelque difficulté, fut porté d'abord à 40, puis à 80 millions, avec une réserve de 200 millions. La chute du Comptoir d'Escompte de Paris, amenée par la spéculation sur les cuivres, et par la déconfiture de la Société des métaux en 1889, est trop récente pour qu'il soit besoin de la rappeler.

(1) Capital 17 millions de francs.

(2) Capital 11,763,000 francs.

Mais, ce qu'il y a lieu de souligner, c'est que dès 1874, ses agences de l'Inde, de la Chine, du Japon, des Antilles procuraient à cet établissement près d'un milliard d'affaires (1).

Presque en même temps que le Comptoir, des banques étaient créées dans nos vieilles colonies pour parer aux effets désastreux au point de vue financier de l'abolition de l'esclavage, banques dont le Comptoir d'Escompte fut d'ailleurs le correspondant officiel dans la métropole.

Enfin, sous le Second Empire, le Gouvernement préoccupé du développement économique du pays favorisa la création de la *Société Générale* (2), qui, liée par ses statuts, se cantonna pendant longtemps en France, et du *Crédit Lyonnais*, qui, dirigé avec méthode et hardiesse par des administrateurs très habiles et à larges vues, ne tarda pas à ouvrir des succursales à l'étranger pour soutenir l'exportation des produits de l'industrie lyonnaise.

Et peu à peu, dans le dernier tiers du siècle dernier, le rôle de ces Etablissements de Crédit s'élargit en même temps que la conception des services qu'ils étaient appelés à rendre. Le grand mouvement de concentra-

(1) Courcelle Seneuil : *Les Opérations de Banque*, 8^e édition, p. 212.

(2) L'établissement habituellement désigné sous ce nom porte la raison sociale : Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France.

tion et de centralisation qui commençait à se manifester dans le commerce et l'industrie s'étend aussi à la banque. Et en même temps l'influence prépondérante de l'argent comme facteur de la politique internationale apparaît de plus en plus clairement. Les grandes opérations de change auxquelles donne lieu, en 1871, le règlement de l'indemnité de guerre, les nombreux emprunts que les Etats doivent contracter pour constituer leur outillage économique ou militaire, contribuent à accroître dans des proportions considérables les relations financières internationales.

Sous la pression des circonstances, et pour aider au développement extérieur de notre commerce, et, dans certains cas, à notre influence politique, nos Etablissements de Crédit s'étendent sans cesse. Le Crédit Lyonnais s'attache surtout à l'exploitation des grandes places du Levant : Constantinople, Odessa, Alexandrie, etc., et le *Comptoir National d'Escompte*, qui a succédé au vieux Comptoir, emporté dans la tourmente de 1889, a repris les anciennes agences de son devancier, et étend son activité aux pays d'influence française, Tunisie, Madagascar, Extrême-Orient. La Société Générale, sortant enfin de sa réserve, procède par la création de filiales, et fonde en 1878 la *Société Générale Alsacienne de Banque*, en 1899, pour opérer en Belgique. la *Société Française de Banque et de Dépôts*, et en 1903, la *Banque du Nord* en Russie. Le *Crédit Industriel et Commercial* lui-même, bien qu'il borne en

France son action à Paris et à la banlieue, possède, comme les trois grands Etablissements que nous venons de citer, une agence à Londres, et il a fondé, en 1903, la *Société Belge de Crédit Industriel et Commercial*.

Ce sont là les principales banques françaises qui aient des succursales à l'étranger (1), mais d'autres grandes banques contribuent, par une méthode un peu différente, à répandre en dehors de nos frontières la manne des capitaux français. La *Banque de Paris et des Pays-Bas*, elle-même d'origine étrangère, et qui s'est spécialisée dans la négociation d'emprunts émis en France pour le compte d'Etats étrangers, et la *Banque de l'Union Parisienne*, qui a des participations dans beaucoup d'affaires, et spécialement dans diverses banques étrangères (2), sont les plus connus de ces Etablissements.

Et ce n'est pas en France seulement, comme on peut le penser, qu'a pris naissance ce mouvement qui fait de la banque le pionnier d'une civilisation et d'une politique. Les banques anglaises nous ont précédés dans cette voie, et il n'est guère de pays où l'on ne trouve des succursales de quelques banques de Londres. C'est,

(1) Nous laissons de côté naturellement, dans cette énumération, certains établissements autonomes, constitués spécialement pour opérer hors de France, tels que la *Compagnie Algérienne* et le *Crédit Foncier et Agricole d'Algérie*.

(2) Banque d'Athènes, banques égyptiennes, etc.

on le sait, à l'admirable organisation de ces banques que Londres doit sa situation unique de régulateur des changes internationaux.

Les banques allemandes ont suivi, et, toujours disciplinées, elles servent au moyen de nombreuses filiales la politique impériale. La Russie même possède plusieurs banques opérant à l'étranger, entre autres la *Banque Russo-Chinoise* — excellent instrument politique —, et quelques banques italiennes commencent aussi à entrer dans cette voie.

Enfin, pour être complet, il faudrait citer certaines banques internationales créées par la diplomatie, et dont la *Banque du Maroc* est le plus curieux spécimen. Ainsi tous les pays du monde sont couverts aujourd'hui d'un réseau de succursales, — agences ou filiales, — de banques étrangères, venues de tous les grands Etats européens. La banque est devenue l'un des principaux instruments de conquête économique. Quels sont les buts poursuivis par les banques qui « essaient » de la sorte sur d'autres pays, et quelles sont, en même temps, les conséquences de cette organisation, absolument nouvelle, du crédit international ? Voilà les questions que nous voudrions examiner, en étudiant spécialement le rôle et le fonctionnement des agences et des filiales étrangères de nos Etablissements de Crédit français.

Nous verrons donc, dans une première partie, pourquoi les Etablissements français ont été amenés à créer des succursales à l'étranger ; puis nous examinerons le

fonctionnement et l'organisation de ces succursales, et les services qu'elles rendent.

Enfin, dans notre conclusion, nous aurons à nous demander si cette organisation répond bien aux besoins actuels, et si on ne pourrait pas concevoir, pour nos Etablissements français, un rôle plus large à l'étranger, et une action plus efficace en faveur des intérêts français.

CHAPITRE I^{er}

Pourquoi les Etablissements de Crédits français ont créé des succursales à l'étranger.

A mesure que s'étendait le grand mouvement qui, à la suite du développement des communications, des expositions universelles et même des grandes guerres modernes, pousse les peuples à franchir leurs frontières et à chercher des débouchés pour leur commerce, la nécessité se fit sentir de plus en plus vivement d'avoir dans les pays étrangers des banques françaises pour soutenir l'effort de nos commerçants.

Les négociants qui s'occupent d'exportation ont besoin d'être renseignés exactement sur le crédit de leurs clients étrangers ; ils ont ensuite à recouvrer le montant de leurs ventes. Ceux qui font l'importation ont des paiements à faire. Il faut qu'ils s'adressent directement aux banques étrangères, ou bien à une banque ayant des correspondants à l'étranger. Il est naturel que les banques étrangères aient une certaine tendance à favoriser leurs nationaux et à soigner moins bien les intérêts de leurs clients étrangers. En fait, la difficulté

des recouvrements à l'étranger est une des principales raisons qui empêchent le négociant français, naturellement timoré, de se livrer à l'exportation ; et nos commerçants ont toujours admis difficilement la nécessité de confier leurs opérations à une banque étrangère. Les Etablissement de Crédit, ayant l'ambition de rendre à leur clientèle des services plus complets que les banques locales et particulières, comprirent vite la nécessité d'organiser un service étranger et de s'assurer des relations dans le monde entier, en allant eux-mêmes ouvrir des agences hors de France.

Ils devaient ainsi profiter d'un mouvement d'affaires considérable au détriment de leurs concurrents locaux. Tout ce qui touche au commerce d'exportation et d'importation, toutes les industries qui vivent des commandes de l'étranger ou emploient des matières premières étrangères, s'adresseront naturellement aux banques qui leur assureront aux meilleures conditions le recouvrement de leurs créances sur l'étranger et leurs transports de fonds à l'étranger.

C'est pourquoi, lorsque, constatant la progression extraordinairement rapide des opérations des Sociétés de Crédit français avec l'étranger, nous entreprenons d'en rechercher les causes déterminantes, c'est le *commerce* qui nous apparaît comme la raison principale du développement de ces rapports internationaux, et c'est, en effet, sans contredit, celle qui prime toutes les autres.

§ 1^{er}. — *Le Commerce.*

Notre commerce extérieur s'est accru dans des proportions considérables, et, si certains événements, tels que la crise qui s'est déchainée en Amérique à la fin de l'année 1907, ont eu pour effet d'en ralentir quelque peu le développement, on peut penser cependant que celui-ci n'est pas encore arrivé à son apogée. Les statistiques commerciales fournissent, à cet égard, une indication très nette. Dans le cours de l'année 1907, le commerce extérieur de la France a porté sur une valeur de 11 milliards 589 millions de francs, contre 10 milliards 894 millions l'année précédente (1); ces 695 millions d'augmentation entre ces deux dernières années sont fournis par l'exportation pour 275 millions et par l'importation pour 420 millions (2). De ces 420 millions, 181 sont fournis par l'augmentation des entrées

(1) Les chiffres du commerce extérieur de la France durant les neuf dernières années sont les suivants :

1907	11,589,678,000 francs.	1902	8,646,201,000 francs.
1906	10,893,958,000 —	1901	8,382,135,000 —
1905	9,645,775,000 —	1900	8,805,501,000 —
1904	8,953,269,000 —	1899	8,670,943,000 —
1903	9,053,460,000 —		

(2) Les exportations se sont élevées en 1907 à 5,542,030,000 francs contre 5,266,707,000 francs en 1906, et les importations à 6 milliards 047,648,000 francs contre 5,627,251,000 francs en 1906.

des matières nécessaires à l'industrie (1), augmentation dont nous devons nous applaudir puisque ces matières premières tirées de l'étranger viennent chez nous subir les transformations qui en font des marchandises livrables au commerce, et, par conséquent, alimenter nos usines et occuper notre main-d'œuvre, et, de plus, augmenter ensuite nos exportations de produits fabriqués. C'est donc tout profit pour notre industrie nationale.

La plus value de nos ventes à l'étranger porte, pour une large part, sur les objets fabriqués ; elle affecte spécialement les tissus de soie et de laine, les articles de Paris, les machines, les produits chimiques.

Nous avons, durant cette même année, augmenté de 57 millions nos exportations de matières nécessaires à l'industrie. L'échange est toujours à notre avantage puisque nous avons envoyé à l'étranger seulement pour 1 milliard 532 millions de matières à transformer, alors que nous en avons reçu pour 3 milliards 878 millions.

Ces quelques chiffres suffisent à montrer l'accroissement de notre commerce avec l'étranger.

Cette somme de près de 12 milliards d'échanges que fait la France avec l'étranger donne lieu naturellement à de multiples opérations de banque : les importateurs ont des paiements à faire, les exportateurs des créances à recouvrer, et ces règlements se font rarement direc-

(1) 3,878,446,000 francs contre 3,687,126,000 francs en 1906.

tement. Voilà donc le principe de toute une série d'opérations avec l'étranger pour lesquelles les banques doivent être organisées.

Mais ce n'est pas seulement la clientèle des maisons établies en France et en relations avec l'étranger que s'assureront nos Etablissements de Crédit ; les maisons étrangères installées dans des villes où nos banques ont des comptoirs auront tout naturellement tendance à s'adresser à ces banques françaises pour les opérations qu'elles ont à traiter avec la France.

C'est donc à un besoin réel que répondait la création à l'étranger de succursales de Sociétés de Crédit françaises. En 1890 déjà, le rapport du Comptoir d'Escompte exprimait clairement les considérations que nous venons d'exposer, comme cause déterminante de la création d'agences à l'étranger ; à propos des agences d'outre-mer, on y lisait :

« Ces agences, en dehors des bénéfices que nous
« retirons de leurs propres opérations, nous assurent
« en outre la clientèle importante de toutes les maisons
« de commerce qui, en France ou à l'étranger, ont
« recours à notre intermédiaire pour leurs relations
« avec ces lointaines contrées. »

Ce passage, en faisant allusion aux bénéfices que les Etablissements retirent des propres opérations de leurs succursales, nous montre en même temps un second but poursuivi par nos banques en allant s'installer à l'étranger : ce n'est pas seulement pour soutenir le commerce

français, mais bien aussi pour chercher à réaliser des bénéfices sur place au moyen d'une clientèle étrangère, que certaines succursales ont été fondées.

En réalité, cette considération semble bien n'avoir été qu'accessoire en ce qui concerne un certain nombre de succursales et surtout les plus anciennes, mais elle est certainement devenue déterminante pour beaucoup d'autres, et nous savons par les rapports de nos grands Etablissements que telle agence étrangère est maintenant une des grosses sources de bénéfices de telle Société de Crédit.

Il ne faut pas oublier que, presque partout à l'étranger, le taux d'intérêt est beaucoup plus élevé qu'en France : le taux officiel de l'escompte est de 4 pour 100 à Londres et de 5 pour 100 en Belgique et en Autriche ; il atteint 6 pour 100 en Allemagne et aux États-Unis et 6 1/2 pour 100 en Russie, alors que le taux fixé par la Banque de France n'est que de 3 pour 100 (1).

A mesure que leurs dépôts augmentèrent, les Etablissements de Crédit eurent naturellement tendance à aller chercher à l'étranger un emploi rémunérateur pour ces dépôts.

(1) A la fin de 1907, lors de la crise américaine, la Banque de France porta à 4 pour 100 le taux de l'escompte des effets de commerce. Le taux de l'escompte atteignit 7 pour 100 en Angleterre, 7 1/2 pour 100 en Allemagne, 6 pour 100 en Autriche, et 5 1/2 pour 100 en Italie. Les banques de Belgique, de Norvège, de Danemark élevèrent aussi de 1/2 à 1 1/2 pour 100 leur taux d'escompte.

§ 2. — *Le développement des valeurs mobilières*

Faciliter les opérations de leur clientèle française, recruter une clientèle locale sur place, et, en même temps, employer avantageusement leurs disponibilités ne sont pas les seules considérations qui aient poussé nos Établissements à créer des agences à l'étranger. *Le grand développement des valeurs mobilières* et spécialement des emprunts d'États y a bien été aussi pour quelque chose.

D'une statistique publiée par M. Jules Roche dans le *Petit Journal* (1) et le *Figaro* (2), il ressort que, en dix-huit ans, de 1873 à 1891, « la richesse en valeurs mobilières en France a augmenté de 720 millions en revenu annuel et de 18 milliards en capital, ce qui représente une augmentation proportionnelle de 68 pour 100 en chiffres ronds, et correspond à une augmentation moyenne annuelle de 40 millions en revenu et de 1 milliard en capital ».

Dans la seconde partie de sa statistique, M. Jules Roche établit que de 1891 à 1904, c'est-à-dire pendant une période de treize ans, l'augmentation est de 307 millions pour le revenu annuel et de 7 milliards

(1) Numéro du 9 avril 1906.

(2) Mai 1906.

675 millions pour le capital, « ce qui représente une augmentation moyenne de 23 millions par an pour le capital ». Et M. Jules Roche conclut que « dans la seconde période, la richesse mobilière continue sans doute à augmenter, mais cette augmentation par rapport à celle de la période précédente, est tombée de 1 milliard par an en capital, à 590 millions par an, c'est-à-dire que l'augmentation moyenne annuelle a diminué de 140 millions, soit 41 pour 100. »

Cette conclusion est d'ailleurs vivement combattue par M. Neymarck, qui estime que « l'accroissement continu des valeurs mobilières en France, surtout celui des fonds d'États et titres étrangers, est démontré par tous les documents, toutes les statistiques (1) », et l'éminent directeur du *Rentier* évalue à 100 milliards le portefeuille français en valeurs mobilières, dont le montant, dit-il, malgré les exodes de capitaux et de titres, n'a jamais été aussi élevé. L'accroissement des valeurs étrangères, et en particulier des fonds d'États, n'a jamais été plus grand que depuis 1891, et surtout depuis 1900 ; et d'ailleurs « sur les 27 à 30 milliards de titres de fonds d'États étrangers que possèdent nos capitalistes français, une dizaine de milliards a été acquise dans la seconde période examinée par M. Jules Roche, c'est-à-dire depuis 1891 » (2).

(1) *Le Rentier* du 17 mai 1906.

(2) A. Neymarck : *Le Rentier* du 17 mai 1906. Dans des articles de

27 à 30 milliards : tel est le chiffre formidable que représentent les fonds d'État étrangers classés dans les portefeuilles français ! Et il faut encore y ajouter le chiffre des valeurs étrangères (chemins de fer, etc.) que possède la France.

A côté de cette statistique, il en est une autre qui ne peut être dressée, on ne pourrait l'être que sur des suppositions : c'est celle des valeurs étrangères possédées par des Français, mais achetées sur des marchés étrangers. Ces titres, après avoir échappé à l'impôt français sur les opérations de bourse, échappent aussi, dans la plupart des cas, au droit de timbre, et, par conséquent, le fisc ignore leur existence.

Pour continuer à éviter ces impôts, il suffit aux rentiers de s'asteindre à faire à l'étranger toutes les opérations concernant ces titres (négociations échanges, etc.) ; ils sont donc, pour les agences étrangères des établissements de crédit, des clients tout indiqués.

Il faut encore tenir compte de ce fait que beaucoup de bonnes valeurs étrangères, pour ne pas avoir à acquitter le droit de timbre français, ne sont pas négociables en bourse de Paris ; force est donc aux capitalistes qui désirent acquérir ces valeurs de les faire

l'Économiste français des 12 et 19 octobre 1907, M. Leroy-Beaulieu estime à 132,451,000,000 les valeurs mobilières cotées à la Bourse de Paris à la date et au cours du 31 décembre 1906. Il évalue à 25 milliards le capital nominal des fonds d'Etats étrangers cotés à la Bourse de Paris et possédés par des Français.

acheter sur les marchés étrangers où elles se négocient. Il est des places où, sans doute, ces considérations n'ont pas été étrangères à la fondation de succursales par les Sociétés de Crédit. Dans ces cas encore, ces succursales auront, soit directement, soit indirectement, par l'intermédiaire des guichets de France, la clientèle française des Établissements.

Les agences étrangères auront aussi à renseigner celles de la métropole sur les opérations en cours, sur les valeurs qu'elles doivent connaître plus particulièrement (échanges, renouvellements de coupons, conversions, remboursements) et à soigner la bonne fin des opérations qui pourraient leur être confiées. A elles également incombera la mission de renseigner leur siège central sur les grandes affaires à traiter dans le pays où elles sont installées : souscriptions, emprunts d'Etats ou de villes, participations dans des affaires industrielles. Etablies sur places, elles pourront plus facilement étudier ces affaires et donner leur avis sur l'opportunité qu'il pourrait y avoir à les traiter, elles pourront même, au besoin, être désignées pour les discuter et les conclure. A ce point de vue encore leur utilité n'est pas contestable.

§ 3. — *La politique fiscale de la France.*

A toutes ces raisons, il faut depuis quelques temps en ajouter une autre, d'un ordre tout différent, mais dont l'influence a été pour beaucoup dans le développement de certaines succursales des Etablissements de Crédis français : c'est la politique fiscale de la France. Et en parlant de notre politique fiscale, ce ne sont pas surtout les menaces de plus en plus fréquentes et de plus en plus accentuées contre le capital que nous avons en vue. Sans doute, maintenant, à tout propos, nous entendons ces menaces proférées par des orateurs véhéments, qui ne paraissent pas toujours se rendre un compte bien exact de la nécessité de la collaboration du capital et du travail ; elles deviennent plus inquiétantes à mesure que nous voyons l'idée socialiste gagner du terrain et envoyer au Parlement un groupe de représentants avec lequel il faut déjà compter.

Au point de vue des conséquences qu'elles ont entraînées, ces théories, pour menaçantes qu'elles soient, ne sont que peu de chose auprès des lois qui ont été votées et des projets qui ont été mis à l'étude durant ces dernières années, et qui ont eu pour résultats d'éveiller les craintes des capitalistes et d'inciter ceux-ci à prendre les mesures nécessaires pour échapper aux exigences du fisc.

La loi de 1901 sur les successions et la loi de 1903 sur les comptes avec solidarité ont peut-être, à ce point de vue, exercé moins d'influence que les différents projets d'impôts sur le revenu élaborés au cours de la législature actuelle et de celle qui l'a précédée.

Quoi qu'il en soit, si, après avoir, passé en revue les principaux projets fiscaux, et bien qu'il faille tenir compte de l'augmentation considérable des valeurs mobilières en France, on examine le chiffre des impôts payés par ces valeurs, on comprend que beaucoup aient pu être effrayés de l'accroissement des charges qui grèvent actuellement les valeurs mobilières.

En 1869, l'ensemble des impôts qu'acquittaient celles-ci ne s'élevait guère qu'à 22 millions. Elles payaient 89 millions en 1980, 164 millions en 1900 et 205 millions en 1906.

En 1869, une obligation 3 pour 100 de chemins de fer français supportait 0 fr. 50 d'impôt, et le montant net de son coupon semestriel était de 7 fr. 25. Ce coupon est aujourd'hui de 6 fr. 75 environ : la même obligation est grevée de près de 1 fr. 50 d'impôts. Quant aux obligations de la ville de Paris, elle paient plus de 11 pour 100 ! (1).

Pour mettre leur fortune à l'abri des mesures fiscales considérées par eux comme plus ou moins prochaines, les capitalistes français ont eu recours à deux moyens

(1) Article de M. Alfred Neymarck, dans *Le Rentier*, du 7 avril 1908.

principaux : l'achat de leurs titres sur des marchés étrangers, et le dépôt à l'étranger de leurs titres et de leurs fonds.

Un certain nombre de banques étrangères ont vu dans ces dépôts une source de profits assurés et d'opérations possibles : elles ont lancé des circulaires, multiplié les annonces, fait, en un mot, quelque peu de réclame, elles se sont organisées pour recevoir ces dépôts.

D'autres ayant avec les Sociétés de Crédit françaises des attaches directes en tant qu'agences, ou indirectes en tant que correspondantes ou filiales de ces Sociétés, ont aussi, ce n'est un secret pour personne, reçu de nombreux dépôts.

Nous ne rechercherons pas, pour le moment du moins, si, au point de vue de leur intérêt personnel, ces déposants ont eu raison ; s'ils n'ont pas obéi à une campagne politique plutôt qu'à des considérations économiques ; s'ils n'ont pas été déterminés par un pessimisme exagéré. Il nous fallait néanmoins, au début de ce travail, signaler à la suite des autres cette cause du développement des succursales à l'étranger de nos Etablissements de Crédit, car, si nos ministres ont changé, notre politique fiscale est malheureusement restée la même ; ou bien elle n'a changé que parce qu'elle est devenue plus inquiétante encore, ou parce que certains projets sont passés dans le domaine des faits accomplis.

Justifions tout d'abord les Sociétés de Crédit françaises du reproche qui leur a été adressé de favoriser la fuite des capitaux français. Il ne faut pas oublier que nos banques sont des commerçants qui doivent, comme tels, se plier au désir de leur clientèle. Et d'ailleurs, si on peut discuter l'état d'esprit des capitalistes français, on ne peut nier que l'émigration existe ; c'est un fait dont il faut tenir compte : or, étant donné ce fait, ne vaut-il pas mieux que nos capitaux restent sous le contrôle et la surveillance de nos Etablissements français qui pourront un jour les rapatrier, que d'aller pour toujours s'enfouir dans les banques étrangères trop heureuses de les recevoir et qui ne les rendront jamais ?

CHAPITRE II

Comment fonctionnent les succursales des Etablissements de Crédit à l'étranger.

§ 1^{er}. — *Ce que sont ces succursales : agences ou filiales.*

Nés de causes diverses, les rapports des Sociétés de Crédit avec l'étranger ne s'exercent pas non plus par les mêmes intermédiaires ; on peut classer ceux-ci en trois catégories distinctes : les correspondants, les agences et les filiales.

Le système des correspondants est évidemment le plus ancien et le plus développé ; on pourrait dire qu'il est la règle et que les agences à l'étranger sont l'exception. Autrefois, les banques avaient un capital trop restreint et entretenaient avec l'étranger des rapports trop rares pour songer à y fonder des succursales portant leur raison sociale, vivant de leurs ressources et dépendant directement d'elles. Elles se mettaient donc en rapport dans chacun des centres où les besoins de

leur clientèle leur créaient cette obligation, avec une autre banque, qui, sur place, gérait les affaires qu'elles lui confiaient, encaissant leur papier de commerce, négociant leurs titres, à charge de réciprocité et moyennant une rémunération convenue. Nos grands Etablissements de Crédit eux-mêmes n'ont, sur la plupart des places où les affaires sont rares et de peu d'importance, que des correspondants. Ceux-ci, généralement, sont ou des banquiers particuliers, ou des agences de Sociétés de Crédit du pays, ou encore quelquefois des négociants.

Il importe naturellement qu'un bon correspondant ait toujours une encaisse assez forte pour pouvoir payer les chèques ou les lettres de crédit que la banque émet sur sa caisse. Il faut qu'il soit, de plus, assez bien organisé pour assurer l'encaissement des effets de commerce à peu de frais et dans les délais voulus. Il faut enfin, et c'est là une condition primordiale, qu'il présente une surface incontestable, et jouisse d'un crédit suffisant pour que la banque qui lui confie ses affaires ne coure pas trop de risques et soit sûre de pouvoir toujours disposer des fonds que le correspondant détient pour elle,

Or, s'il n'est pas toujours très facile d'être exactement renseigné sur la solvabilité des maisons de banque à l'intérieur, il est encore beaucoup plus difficile de l'être sur des banques étrangères, qui, dans beaucoup de pays, ont une façon d'opérer très différente de la

nôtre et au sujet desquelles les éléments d'information manquent. Et cependant, il suffit d'examiner les chiffres auxquels s'élèvent les comptes des correspondants étrangers pour comprendre les risques énormes que font courir ces correspondants aux Etablissements de Crédit français.

Ajoutons encore que les comptes des correspondants sont généralement arrêtés à intérêts réciproques, c'est-à-dire au même taux pour les deux banques, et à un taux ordinairement assez bas, de sorte que les sommes considérables que nos Sociétés de Crédit ont chez leurs correspondants étrangers sont, sinon improductives, du moins d'un rapport très inférieur à celui que ces mêmes sommes pourraient donner, étant donné le taux de l'intérêt à l'étranger.

Enfin, il est fréquent que des incidents se produisent pour l'encaissement du papier ou pour les autres opérations confiées aux correspondants ; ces incidents mécontentent la clientèle des banques, et celles-ci ne peuvent pas toujours obtenir satisfaction des correspondants contre lesquels elles n'ont pas de sanctions suffisantes.

Pour toutes ces raisons, il est facile de comprendre que les grands Etablissements aient cherché à s'affranchir, dans la mesure du possible, du joug des correspondants étrangers. Pour arriver à ce résultat, deux systèmes ont été employés par nos Sociétés de Crédit : la création de filiales et la fondation d'agences.

Sous le nom de *filiales*, nous entendons spécialement des banques placées sous la dépendance plus ou moins directe, et généralement aussi sous la même direction que l'Etablissement fondateur. Il y a sans doute une foule de degrés dans l'influence que peut exercer une banque sur une autre. Beaucoup de banques étrangères ont été fondées par les Etablissements français, soit par l'un deux, soit avec le concours de plusieurs d'entre eux : par exemple la Banque I. R. P. des Pays Autrichiens (1), fondée jadis par l'Union Générale, et qui est en très bons termes avec la Société Générale ; la Banque d'Athènes fondée par l'Union Parisienne ; le Crédit Foncier Égyptien par la Société Générale ; la Banque Française du Brésil par le Comptoir d'Escompte et la Société Générale.

Ces banques servent de correspondants aux Etablissements fondateurs, qui ont souvent un de leurs administrateurs dans le Conseil, et exercent ainsi un certain contrôle sur la marche de leurs affaires, lorsqu'ils ont participé à la formation du capital, mais ce ne sont pas à proprement parler des filiales : leur direction est absolument indépendante.

Il peut, du reste, arriver qu'une banque créée comme filiale par une Société de Crédit, prenne par la suite une certaine indépendance à mesure que ses affaires s'accroissent, que ses dépôts augmentent, et qu'elle a

(1) Banque Impériale Royale Privilégiée des Pays Autrichiens.

moins besoin du concours de sa fondatrice. Et, en réalité, si on ne désignait sous le nom de filiales que les banques ayant la même direction que l'Etablissement dont elles dépendent, ces filiales seraient fort peu nombreuses. Mais en fait, on qualifie ainsi des banques ayant avec l'Etablissement qui les a créées des rapports très intimes et une unité de vues assurée par la présence dans leur Conseil de plusieurs administrateurs ou hauts fonctionnaires de la maison-mère. C'est ainsi que, dans ses publications officielles, la Société Générale, qui pratique beaucoup ce système, désigne comme filiales la *Société Française de Banque et de Dépôts* en Belgique, la *Société Générale Alsacienne de Banque* en Alsace-Lorraine et dans quelques villes d'Allemagne et de Suisse, et la *Banque du Nord* en Russie, bien que ces deux dernières Sociétés soient des Sociétés étrangères ayant une direction tout à fait indépendante de la Société-mère.

Quelles considérations peuvent déterminer un Etablissement de Crédit à créer des filiales et non des agences ?

On peut dire évidemment que les agences gérées directement s'imposent plutôt aux banques ayant de forts dépôts qu'elles veulent faire valoir à l'étranger ; qu'elles supposent une plus grande centralisation et une direction unique pour des pays très différents, ce qui peut être nuisible au développement des affaires de cette agence ; qu'enfin, avec des agences, les risques sont plus grands pour l'Etablissement créateur qu'avec

des filiales, dont les pertes sont supportées par leurs propres actionnaires (il est vrai que ces actionnaires sont, le plus souvent, soit l'Etablissement fondateur lui-même, soit les actionnaires et les clients de celui-ci).

Mais, en réalité, il semble bien que, la plupart du temps, en créant une filiale, la Société de Crédit obéisse à des circonstances de fait plus qu'à des considérations théoriques.

C'est ainsi que le Crédit Lyonnais, cependant partisan des agences, a dû créer le *Crédit Franco-Portugais*, société qui ne possède qu'un capital restreint, à cause de la rigueur des lois portugaises qui exigent des Sociétés étrangères établies en Portugal un droit de timbre basé sur la totalité de leur capital social, sans préjudice de la contribution industrielle (1). Cette disposition a d'ailleurs, rendu les succursales de Sociétés étrangères à peu près inconnues en Portugal.

Le Crédit Franco-Portugais a été fondé avec un capital de 5 millions seulement, non complètement versés ; le Crédit Lyonnais en possède la presque totalité des actions (2), c'est dire dans quelle étroite dépendance il peut tenir sa filiale.

(1) Jobit : *Du régime fiscal des valeurs mobilières en Europe*, publié par le Ministère des Finances.

(2) Allocution prononcée par M. Mazerat, président du Conseil d'administration du Crédit Lyonnais, à l'assemblée générale du 24 mars 1906. M. Mazerat fixait à 4,200,000 francs la valeur des actions du Crédit Franco-Portugais possédées par le Crédit Lyonnais.

En Belgique, la Société générale a renoncé à ouvrir des agences, parce que la Société Générale de Belgique y était installée, et que la similitude des noms aurait créé des confusions continuelles.

Cependant il y a dans ce pays des centres commerciaux, tels que Bruxelles et Anvers, d'une importance considérable, et la Société Générale avait besoin d'y être représentée : elle a donc fondé, en 1898, la Société Française de Banque et de Dépôts (1). Cette société, au capital de 12 millions, est une Société française ; elle a son siège à Paris, dans l'immeuble même occupé par la Société Générale. Son conseil d'administration est composé en partie d'administrateurs de cet Etablissement ; c'est dire quels liens étroits unissent la Société Française de Banque et de Dépôts à la Société Générale, à laquelle la rattache encore l'unité de direction.

Ce sont également des circonstances de fait qui ont amené la Société Générale, à fonder, en 1881, la Société Générale Alsacienne de Banque, en détachant de son réseau ses agences de Strasbourg, Colmar et Mülhouse, à la suite des lois restrictives qui avaient rendu impossible en fait, dans les pays annexés, l'exercice de la banque par des Sociétés françaises. En représentation des trois succursales qu'elle apportait à la nouvelle Société, la Société Générale recevait dix-mille

(1) La Société Française de Banque et de Dépôts possède en Belgique deux succursales, à Bruxelles et à Anvers, et pendant la saison des bains, un bureau à Ostende.

actions de 400 marks, libérées de 40 pour 100 ; et elle acquérait le droit de présenter deux membres de son choix pour faire partie du conseil de surveillance ou de la direction de la Société Générale Alsacienne de Banque (1). Elle avait donc, dès le début, une participation assurée dans l'administration de sa filiale.

Celle-ci a pris une rapide extension : son capital fixé primitivement à 12 millions de marks, est maintenant de 15 millions de marks. Le siège de la Société est à Strasbourg, mais son réseau d'agences s'est étendu hors d'Alsace-Lorraine, en Allemagne, par la création de succursales à Mayence et à Francfort-sur-le-Mein, en Suisse et en Luxembourg, par l'ouverture d'agences à Lausanne et à Luxembourg. Bref, la Société Générale Alsacienne de Banque possède actuellement dix-neuf guichets ; tous, sauf ceux que nous venons d'énumérer, situés dans les principales villes d'Alsace-Lorraine (2).

C'est également à l'étranger qu'a son siège la Banque du Nord, créée à Saint-Pétersbourg en 1901. Cependant, et bien qu'elle ait, comme son aînée la Société Générale Alsacienne, une direction spéciale,

(1) Cette disposition de l'article 6 des statuts de 1881 se retrouve dans l'article 20 des nouveaux statuts soumis en 1907 à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires.

(2) Ces dix-neuf guichets sont situés dans les villes suivantes : Colmar, Francfort-sur-le-Mein, Guebwiller, Haguenau, Idar, Lausanne, Luxembourg, Mayence, Metz, Mülhouse, Obernai, Oberstein à N., Saint-Louis, Sarreguemines, Saar-Union, Schlestadt, Strasbourg, Thann, Thionville.

elle n'en doit pas moins être considérée, elle aussi, comme une filiale de la Société Générale. Parmi les huit fondateurs de la Banque du Nord figurent, en effet, la Société Générale, la Société Française de Banque et de Dépôts, et le directeur et le président du Conseil d'administration de la Société Générale, qui font également tous les deux partie, l'un comme président, l'autre comme membre, du Conseil d'administration de la nouvelle Société. Cela seul suffit à prouver quels rapports étroits unissent les deux Établissements. Il n'est pas douteux, en tout cas, que, avec ses trente succursales dans les principaux centres commerciaux de la Russie, la Banque du Nord ne rende déjà d'importants services à la Société qui à tant contribué à sa fondation.

Les Établissements de Crédit préfèrent quelquefois, au lieu de recourir à des correspondants ou d'y fonder des filiales, entretenir des agences dans certains centres importants d'affaires : c'est ainsi que, depuis plus de trente ans, nos grandes Sociétés ont fondé des agences à Londres. Le chiffre des affaires qui se traitent sur le marché de Londres en fait un marché véritablement mondial ; aussi trouve-t-on sur cette place, à côté de neuf Chambres de Commerce étrangères, seize succursales de banques étrangères, et, parmi celles-ci, les succursales de nos grands Établissements français : le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Comptoir National d'Escompte, le Crédit Industriel et Commercial.

Des Sociétés de Crédits françaises, le Crédit Lyonnais est celle qui possède le plus d'agences étrangères : après s'être établi à Londres, il y a plus de vingt-cinq ans, il s'est installé encore à Genève, Saint-Pétersbourg, Constantinople, Madrid et même à Jérusalem ; il possède en un mot, à l'étranger dix-sept agences et trois bureaux de quartier (1), répartis dans les principaux centres commerciaux et dans quelques stations de tourisme d'Europe, d'Egypte ou d'Asie-Mineure.

Le Comptoir National d'Escompte le dépasserait cependant dans le nombre des succursales si l'on faisait entrer en ligne de compte les agences que cet établissement possède à Madagascar et en Tunisie. Le Comptoir National a voulu suivre la voie que lui avait tracée son devancier, le Comptoir d'Escompte de Paris qui, en 1874, possédait déjà dans l'Inde, en Chine, au Japon et aux Antilles, des agences qui lui procuraient pour plus d'un milliard d'affaires ; aussi, indépendamment de ses dix succursales de Madagascar et de Tunisie, possède-t-il des guichets en Angleterre, en Belgique, aux Indes, en Australie, et depuis peu de temps en Egypte (2).

(1) Ces vingt guichets sont situés à : Alexandrie ; Barcelone ; Bruxelles ; Le Caire ; Constantinople ; Jérusalem ; Genève ; Londres ; Madrid ; Moscou ; Odessa ; Port-Saïd ; Saint-Pétersbourg ; Smyrne ; Valence ; Saint-Sébastien ; Séville.

(2) Ces agences sont celles de : Majunga ; Tamatave ; Tananarive ; Diego-Suarez ; Mananjanary ; Tullear ; Tunis ; Sfax ; Sousse ; Monte-Carlo ; Alexandrie ; Le Caire ; Bruxelles ; Ostende ; Londres

A New-York et aux Etats-Unis, cependant, après un essai infructueux (1), le Comptoir se borne à entretenir un service de correspondants dont les renseignements lui sont, disent les rapports, « particulièrement précieux » (2).

Enfin pour signaler une extension plus large encore, tout au moins géographiquement, nous devons relater ici que le Comptoir National est, en outre, le banquier des banques coloniales françaises (Banques de la Guadeloupe, de la Guyanne, de la Martinique, de la Réunion, de l'Afrique Occidentale), dont il fait le service en France, et auxquels l'unissent des accords solidement établis.

Le Crédit Industriel et Commercial, bien que, à part son agence de Londres, il ne possède pas de guichets en dehors de Paris ou de la banlieue, a cependant créé une filiale à Bruxelles, la *Société Belge de Crédit Industriel et Commercial*, fondée en novembre 1903, et dont il est, avec la Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial, le plus fort actionnaire.

Liverpool ; Manchester ; Bombay ; Melbourne ; Sydney. Le Comptoir a cédé récemment à la Banque du Maroc ses succursales de Tanger, Casablanca et Mogador.

(1) Le Comptoir a supprimé, il y a quelques années, l'agence qu'il avait fondée à La Nouvelle-Orléans.

(2) Rapport à l'Assemblée générale du 9 avril 1907.

§ II. — *Les succursales étrangères au point de vue de leurs rapports avec l'Etablissement de Crédit dont elles dépendent, en ce qui concerne surtout le capital qu'elles mettent en œuvre et la trésorerie.*

Il n'est pas besoin d'insister sur les rapports que les agences étrangères doivent entretenir, au point de vue de la direction, avec leur siège central. Il est évident que, pour les agences éloignées surtout, le directeur de l'agence doit avoir beaucoup plus d'initiative et d'indépendance que dans les agences de France. Il ne peut être astreint, comme ses collègues de la métropole, à en référer à Paris, dans la plupart des affaires de quelque importance, avant de prendre une décision.

Le personnel des agences étrangères est, en général, recruté dans le pays, sauf certains agents supérieurs et chefs de service qui sont envoyés de France.

Quand il s'agit de filiales, l'Etablissement détache généralement de son personnel quelques agents, qui sont placés hors cadres pour remplir certains postes ; ceci, naturellement, dans la limite où les lois des Etats étrangers autorisent des Français à occuper les fonctions qui leur sont destinées. Très souvent, d'ailleurs, il peut y avoir intérêt à confier à des indigènes les postes de directeurs d'agences ; ces directeurs indigènes connaissent mieux le pays ; il ont l'habitude des affaires locales et sont familiarisés avec la manière de les traiter.

Les filiales jouissent, vis-à-vis de la direction de l'Etablissement créateur, d'une indépendance plus ou moins grande, suivant les intentions qui ont présidé à leur formation ; mais, comme elles ont toujours une certaine autonomie, on peut dire que les affaires qu'elles proposent sont étudiées par un organisme spécial et avec une connaissance réelle des conditions propres au pays dans lequel ces affaires doivent être traitées, ce qui peut n'avoir pas toujours lieu pour les affaires des simples agences étrangères, dont l'examen est confié à un service de l'administration centrale de Paris.

Les agences créées à l'étranger engagent naturellement, dans les limites de la procuration donnée aux chefs de l'agence, l'Etablissement dont elles dépendent ; et celui-ci n'ayant aucun moyen de limiter la responsabilité de chacune de ses succursales, les opérations de ces succursales engagent le capital entier de l'Etablissement.

Ces agences travaillent comme celles de France, avec une part indivise du capital et des dépôts de l'Etablissement. Du moins, nous ne croyons pas qu'aucun de nos Etablissements français ait l'habitude d'attribuer spécialement à chacune de ses agences une portion de capital, mais on peut concevoir qu'il en soit ainsi, et ce système paraît être employé par certaines banques étrangères. On a même pu voir tout récemment la *Banque Russo-Chinoise* faire une émission d'actions augmentant son propre capital, mais libellées en taëls, et affectées spécialement à son agence de Changhaï.

Les agences étrangères peuvent naturellement se procurer sur place des dépôts ; mais on comprend que dans les pays où l'argent est très cher, elles n'aient point intérêt à rechercher ces dépôts, qu'elles paieraient évidemment plus cher qu'en France, alors que l'Etablissement fondateur a justement à faire valoir les sommes énormes qui s'accumulent dans ses agences de France.

Il arrive cependant que, dans certains pays riches, les agences de nos Sociétés de Crédit reçoivent de gros dépôts (1), — qui témoignent d'ailleurs de la confiance qu'elles inspirent, — et c'est là souvent, dans les pays qui ont un change défavorable, une source de grosses difficultés pour ces agences, qui doivent, pour éviter des risques de pertes, s'efforcer de remployer tous ces dépôts dans leur pays d'origine. On conçoit, par exemple, qu'une agence espagnole ayant reçu un dépôt de 1.000 pesetas, est exposée à une perte si elle envoie cet argent en France, et que le change ait monté lorsqu'il lui faudra rapatrier cette somme.

L'habileté d'un directeur d'agence consistera donc, en ce cas, à trouver des emplois sur place, soit par l'escompte du papier de commerce, soit par des

(1) Les Etablissements de Crédit ne font pas connaître le chiffre des dépôts reçus par leurs agences de l'étranger. Les chiffres publiés par leurs filiales peuvent nous fournir à cet égard quelques indications. En 1907, dans ses diverses agences, la Banque du Nord a reçu 53,084,639 roubles, et la Société Générale Alsacienne de Banque 21,556,038 marks.

avancées, ou encore par l'achat de titres du pays (bons du trésor public, par exemple), ou par des reports à court terme.

A ces divers points de vue, la situation des filiales est fort différente de celle des agences. La filiale a son capital propre, composé d'actions qui, parfois, il est vrai, restent presque toutes entre les mains et dans les caisses de l'Etablissement fondateur, et qui, le plus souvent, sont placées dans la clientèle française de cet Etablissement. Le capital du dit Etablissement n'est donc pas engagé directement par les opérations des filiales. L'Etablissement ne subit les conséquences des pertes de sa filiale que dans la mesure où il participe à la formation du capital de celle-ci, pour les actions qu'il a entre les mains, mais il ne saurait, croyons-nous, être responsable en aucune façon des pertes de sa filiale vis-à-vis de ceux de ses propres clients à qui il a placé des actions de celle-ci. Peut-être, cependant, faudrait-il en excepter le cas, tout à fait hypothétique d'ailleurs, où la filiale aurait la même direction que l'Etablissement fondateur, et où des circonstances de fait permettraient de démontrer que la filiale n'est qu'une émanation de l'Etablissement principal dont elle ne se distingue guère que par le nom.

La filiale n'a pas la ressource, comme les agences, de pouvoir puiser à son gré dans la caisse de son fondateur ; mais si elle ne dispose que de ressources insuffisante ou trop chères, la Société de Crédit française se chargera de lui en procurer à meilleur compte. Ce n'est

pas en effet avec son seul capital qu'une banque peut fonctionner et ouvrir les crédits qui lui sont demandés. Elle y emploie aussi une notable partie des dépôts qu'elle reçoit de ses clients ; et, de ces dépôts qui lui sont nécessaires, certains, les dépôts à échéance, lui sont particulièrement précieux, car les fonds provenant des dépôts à vue ne sont susceptibles que d'emplois à très court terme, et, pratiquement, pour faire face aux demandes de remboursement qui se produisent journellement, les banques sont souvent obligées de garder en caisse un solde espèces effectif qui atteint parfois vingt-cinq ou trente pour cent du montant de ces dépôts à vue.

Rechercher, pour ses filiales, des dépôts à échéance fixe (1), c'est donc un des moyens qui s'offrent à l'Etablissement pour augmenter les ressources de celles-ci et leur permettre d'étendre leurs affaires. Il faut encore mettre temporairement à la disposition de sa filiale les fonds dont elle aura besoin, en plaçant, par exemple, des fonds « en nourrice » chez la filiale, en contre partie des traites commerciales qui garantiront à l'Etablissement prêteur le remboursement de son avance, ou bien en escomptant des effets souscrits par la filiale à l'ordre de l'Etablissement, afin d'éviter à celui-ci l'immobilisation de ses fonds.

(1) L'intérêt servi pour les dépôts à échéance fixe atteint souvent 3 pour 100 pour un dépôt d'un an ou deux ans, et 4 pour 100 pour un dépôt de quatre ou cinq ans. Il est donc notablement supérieur à celui qui est servi aux dépôts à vue.

En ce qui concerne le remploi de ses disponibilités, la filiale n'est limitée que par ses statuts, et, n'ayant pas à se préoccuper de rapatrier en France l'excédent de ses dépôts inemployés, elle ne se heurte pas aux mêmes difficultés que les agences.

Ce n'est pas tout pour une banque d'avoir des dépôts à faire travailler, il faut encore qu'elle puisse maintenir facilement son encaisse à un niveau assez élevé pour ses besoins courants, ou se procurer des fonds assez rapidement pour faire face à des retraits inopinés. C'est la question *Trésorerie*. Il est évident que les procédés employés par les agences de France pour assurer leur trésorerie : escompte à la banque et demande de fonds à la Caisse centrale ou à une autre agence, ne sont pas applicables à la plupart des agences étrangères. Les transports de fonds dans des agences très éloignées seraient onéreux et peu pratiques, et, en principe, les agences étrangères ne doivent compter que sur leurs propres moyens pour entretenir leur caisse au niveau voulu. Elles devront donc soit réescompter leur papier à la banque nationale ou à une autre banque du pays où elles opèrent, soit avoir à la banque nationale un compte d'avances sur titres. Elles pourraient, il est vrai, recourir à leur siège central pour avoir des fonds ou lui en faire parvenir, en vendant ou en achetant du chèque sur Paris ou sur Londres, mais naturellement, il intervient ici une question de change qui peut rendre l'opération désavantageuse pour l'agence.

Quant aux filiales, maîtresses de leurs ressources et de leurs dépôts, elles ne diffèrent pas, à ce point de vue, des banques étrangères, et aucune question spéciale ne se pose pour elles à ce sujet.

§ III. — *Les succursales étrangères au point de vue de leurs rapports avec l'État étranger chez lequel elles opèrent, et spécialement au point de vue fiscal.*

Après avoir examiné les rapports des agences et des filiales avec l'Etablissement de Crédit dont elles dépendent, voyons maintenant quelle est leur situation vis-à-vis des Etats étrangers sur le territoire desquels elles sont établies.

Nous n'avons pas à exposer ici la législation française en matière de sociétés ; qu'il nous suffise de rappeler que, naturellement, celles des sociétés filiales qui ne sont pas des sociétés françaises et n'opèrent pas en France n'y sont soumises à aucun impôt ; en outre, ayant un personnel spécial, et leurs opérations ne se confondant pas avec celles des sociétés mères, les filiales ne peuvent être, au point de vue de l'impôt, même indirectement, une charge pour celles-ci. Les agences étrangères de nos Etablissements, au contraire, tout en n'ayant pas à payer en France de patente pour elles-mêmes, viennent cependant, indirectement, par le déve-

loppement qu'elles donnent aux affaires et aux services de leur siège, augmenter la part du fisc français. Il ne faut pas oublier, en effet, que outre l'impôt foncier, l'impôt des portes et fenêtres, l'impôt mobilier, les patentes et les redevances de voiries, les Sociétés de Crédit acquittent encore pour impôt de 4 pour 100 sur bons à échéance fixe, impôt de 4 pour 100 sur le revenu, timbre des actions, timbres divers ou timbres d'acquets, des sommes considérables (1). Et, c'est avec raison que M. Mercet, directeur du Comptoir National d'Escompte, dans un rapport présenté au Congrès des valeurs mobilières de l'Exposition de 1900, après avoir dit que le Comptoir payait *in globo*, par an, environ 2,180,000 francs d'impôts, taxes, timbres, etc., dont plus de 70,000 francs du fait de ses agences à l'étranger, faisait cette remarque : « Immédiatement et par répercussion, le fisc français en recueille sa part, en raison du développement qui en résulte de ces installations d'agences en dehors de la métropole » (2). En effet, les agences étrangères, en augmentant le nombre et le chiffre des affaires, forcent l'Etablissement à occuper des locaux plus vastes et plus nombreux, en un mot, à augmenter ses charges de toutes sortes, et donc, par contre-coup, à voir augmenter ses impôts.

(1) Le chiffre des impôts payés, durant l'exercice 1906, par la Société Générale, par exemple ; s'est élevé à 2,493,923 fr. 35.

(2) Exposition de 1900, *Compte-rendu du Congrès international des valeurs mobilières* (Législation), publié par le Ministère des Finances.

Vis-à-vis des Etats étrangers, la situation des succursales étrangères de nos Sociétés de Crédit est plus compliquée, et il est difficile de donner une règle précise. On peut cependant poser en principe que toutes les agences, — agences des Etablissements de Crédit français eux-mêmes, ou agences de leurs filiales, — sont soumises au régime territorial; et, tant au point de vue fiscal qu'au point de vue légal, ce régime est essentiellement variable suivant les pays; aussi nous paraît-il plus simple d'exposer rapidement les règles en usage dans les principaux des pays où nos Etablissements ont soit des agences, soit des filiales.

Observons tout d'abord qu'il y a lieu de distinguer suivant qu'il s'agit d'agences ou de filiales, et que celles-ci sont, ou non, dans le pays, des Sociétés étrangères. Nous trouvons, en effet, des filiales qui, bien que constituées pour opérer dans un pays déterminé, sont cependant, de par leur constitution et de par leur siège social, des Sociétés françaises; et, dans ce cas, par conséquent, les agences des filiales sont encore des agences de Sociétés françaises. Cette remarque a son importance si l'on observe que l'impôt de 4 pour 100 sur le revenu porte sur « la totalité du revenu, même sur celui réalisé sur des opérations faites à l'étranger ».

Comme toutes les succursales étrangères, les agences et les filiales françaises de nos Etablissements sont régies par la législation du pays où elles sont établies, et elles doivent, avant de prendre pied dans un pays,

se conformer aux dispositions en vigueur. Pour elles, cette législation se superpose en quelque sorte à la nôtre, et souvent, l'observation de la nôtre, est une condition *sine qua non* de leur établissement : « Dans presque tous les Etats, notamment en Belgique, en Italie, en Allemagne, en Suisse, les Sociétés par actions étrangères peuvent, par cela seul qu'elles sont constituées conformément aux lois de leur pays d'origine, agir en justice, faire des opérations sur le territoire, y établir même des succursales » (1), sans autorisation ; elles doivent toutefois, pour établir des succursales, remplir les formalités de publicité et les conditions exigées des Sociétés nationales.

Après avoir constaté ce point commun à un certain nombre d'Etats, abordons maintenant l'examen des conditions particulières à chacun des principaux pays.

Angleterre. — Nos grandes Sociétés de Crédit, même celles qui, comme le Crédit Industriel et Commercial, par exemple, n'ont pas cherché à se développer à l'étranger, possèdent une agence à Londres (2). La capitale de l'Angleterre est aussi en quelque sorte la capitale économique de l'univers. Londres est le grand marché de change et la Chambre de compensation du

(1) Houpin : *Traité des Sociétés*, titre 21 ; *Des Sociétés françaises à l'étranger*, § 1184 et suivants.

(2) La Société Générale, le Crédit Lyonnais, le Comptoir National d'Escompte, le Crédit Industriel ont une agence à Londres.

monde entier. Il faut y être installé comme au centre du marché monétaire. « La situation légale des Sociétés françaises en Angleterre est régie par le droit commun anglais, et par la convention franco-anglaise du 30 avril 1862. Aux termes de cette convention, les Compagnies ou autres associations commerciales, industrielles ou financières constituées suivant la loi française, ont la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue de l'empire britannique, sans autre conditions que de se conformer aux lois anglaises.

« Une Société française par actions peut donc installer une agence en Angleterre et y faire des affaires sans être astreinte à une formalité particulière (1). » Elle n'a pas à remplir les formalités exigées des Sociétés anglaises, et, notamment à déposer ses statuts entre les mains du *Registrar* (2). C'est la loi française qui régit la Société française établie en Angleterre, pour tout ce qui concerne son fonctionnement intérieur et sa capacité de contracter. Toutefois les Sociétés étrangères doivent se conformer aux lois anglaises d'ordre public, notamment aux règles de procédure.

Sauf stipulation contraire, les contrats passés en Angleterre sont soumis à la loi anglaise en ce qui con-

(1) Decugis : *Du régime légal des Sociétés françaises en Angleterre*.

(2) Greffier au bureau d'enregistrement des *Joint stock Companies*, à Somerset House, à Londres.

cerne leur interprétation et leur exécution. C'est donc à peu près sous le même régime, grâce à la large tolérance de la loi anglaise, que vivraient en Angleterre les agences des Sociétés de Crédit étrangères, et les filiales anglaises que celles-ci pourraient créer.

C'est pourquoi nos Etablissements, obligés d'être représentés sur une place aussi importante que celle de Londres, ont préféré l'être par des agences, qui dépendent, par conséquent, directement d'eux et portent leur nom.

Ces agences doivent au fisc anglais l'impôt sur le revenu (*income tax*) : 1^o sur la totalité des bénéfices provenant des opérations faites en Angleterre (1); 2^o « sur la partie des bénéfices répartis aux actionnaires ou aux obligataires résidant en Angleterre, qui représente les bénéfices gagnés à l'étranger. Il est d'ailleurs nécessaire de procéder à une ventilation pour combiner cette règle avec la précédente, et ne pas payer deux fois l'impôt sur une partie des bénéfices (2). »

Le taux de l'*income-tax* varie d'ailleurs suivant les

(1) « Le critérium n'est pas de savoir où les bénéfices sont encaissés par la Société, mais bien où les opérations sont faites. Si elles sont faites en Angleterre, les bénéfices sont imposables : Ainsi, il a été jugé en 1881 qu'une Compagnie de télégraphes étrangère, dont les câbles aboutissaient en Angleterre (où elle avait des bureaux expédiant ou recevant les télégrammes) opérait en Angleterre. L'impôt était donc dû sur les bénéfices desdits télégrammes. » — Decugis : *Du régime légal des Sociétés françaises en Angleterre*.

(2) Decugis : *ibid.*

nécessités budgétaires : c'est ainsi que, pour l'année 1902-1903, c'est-à-dire pendant le cours de la guerre sud-africaine, il fut fixé à 1 shilling 3 pences par livre sterling, soit 6,25 pour 100 ; il est actuellement de 1 shilling par livre, soit 5 pour 100.

Telles sont les principales règles administratives ou fiscales, auxquelles sont soumises les agences britanniques des Etablissements de Crédit français ; les conditions auxquelles elles doivent satisfaire sont, en somme, assez douces, et les exigences du fisc assez modérées.

Allemagne. — La situation n'est pas la même en Allemagne, où on ne trouve aucune agence de nos Etablissements de Crédit. Faut-il attribuer cette abstention à notre amour propre national, ou à la législation en vigueur dans l'Empire ? Les différents Etats qui le composent, sont libres de demander aux Sociétés les garanties qu'ils veulent : la plupart, comme la Prusse, le Wurtemberg et la Bavière, imposent aux personnes juridiques étrangères qui veulent faire des opérations sur leur territoire, la nécessité de l'autorisation gouvernementale (1).

Seule de nos Etablissements, la Société Générale possède en Allemagne une filiale, la Société Générale Alsacienne de Banque. C'est, d'ailleurs, on l'a vu, à la

(1) En Wurtemberg, cette autorisation est exigée d'une façon générale pour les opérations de banque et d'assurance (Loi du 13 août 1863, article 33).

suite des prohibitions de nos vainqueurs, qui ne voulaient pas laisser subsister sur les territoires conquis d'agences de Sociétés étrangères, que la Société Générale a été amenée à réunir les agences qu'elle possédait elle-même dans les villes désormais annexées pour en faire une Société spéciale, dont le siège est à Strasbourg, et qui est donc soumise, de par sa nationalité même, à la législation et au fisc allemands. C'est ainsi que, parmi les règles auxquelles elle est astreinte, en ce qui concerne le personnel, nous pouvons signaler ici que, dans les agences d'Alsace-Lorraine de la Société, les directeurs doivent être de nationalité allemande.

La Société Générale Alsacienne de Banque est d'ailleurs aussi, au regard de certains pays où elle opère, une Société étrangère, puisqu'elle a fondé des guichets, non seulement à Francfort et à Mayence, mais même en Suisse et dans le grand duché de Luxembourg.

Belgique. — Les Sociétés commerciales sont régies en Belgique par la loi du 18 mai 1873, et par celle modificative du 22 mai 1886, qui exigent le dépôt dans les quinze jours, et la publication au *Moniteur* dans les dix jours du dépôt, aux frais des intéressés, des actes des sociétés anonymes, ainsi que la publication du bilan et du compte de profits et pertes, dans les quinze jours de leur approbation (art. 10 et 65).

« Les Sociétés anonymes, et les autres associations

commerciales, industrielles ou financières constituées et ayant leur siège en pays étranger, pourront faire leurs opérations et ester en Belgique. » (art. 128).

« Toute Société dont le principal établissement est en Belgique, est soumise à la loi belge bien que l'acte constitutif ait été passé en pays étranger. » (art. 129).

« Les articles relatifs à la publication des actes et des bilans, et l'article 66, (1) sont applicables aux Sociétés étrangères qui fondent en Belgique une succursale ou un siège quelconque d'opérations. »

« Les personnes préposées à la gestion de l'Établissement belge sont soumises à la même responsabilité envers les tiers que si elles gèraient une Société belge ».

Les Sociétés nationales et les Sociétés étrangères sont donc soumises, en Belgique, sinon aux mêmes conditions d'établissement, tout au moins aux mêmes conditions de fonctionnement, comme d'ailleurs aux mêmes tarifs fiscaux. Et, à ce titre, la Société Française de Banque et de Dépôts. — Société française de fait comme de nom, puisque, bien qu'opérant seulement en Belgique, elle a été fondée en 1898 à Paris où se trouve son siège social, — le Crédit Lyonnais, pour son agence de Bruxelles, et la Société belge de Crédit Industriel et Commercial sont sur le pied d'égalité.

(1) Cet article dispose que les documents émanant d'une Société anonyme doivent porter la mention « Société anonyme ».

Espagne. — Les Sociétés sont régies en Espagne, par la loi du 19 octobre 1869, reproduite en partie dans le Code de Commerce du 22 août 1885 ; cette loi a posé deux principes : la liberté et la publicité. L'acte constitutif et les statuts sont déposés au gouverneur de la Province, qui les adresse au ministère du Commerce, et sont publiés dans la *Gazette de Madrid* et le *Bulletin officiel de la Province*.

Le Crédit Lyonnais, la Société Générale et le Comptoir National d'Escompte possèdent des agences en Espagne, le premier à Madrid, Valence, Séville et Saint-Sébastien (1), les autres à Saint-Sébastien seulement. En outre des formalités de publicité, ces Établissements doivent supporter l'impôt de 1 pour 100 sur le capital destiné à leurs opérations en Espagne, qu'édicté la loi espagnole ; ils sont également soumis aux mêmes prescriptions que les Sociétés espagnoles en ce qui concerne le timbre du livre-journal et des copies de lettres.

Comment peut-on déterminer le capital destiné aux opérations en Espagne d'une Société de Crédit qui n'y opère que par une seule ou par quelques rares agences ? Et si les sommes confiées sur place à ces agences par leurs déposants suffisent à alimenter leur service de trésorerie, peut-on dire qu'il y ait véritablement un

(1) L'agence de Saint-Sébastien n'est véritablement qu'un bureau dépendant de l'agence de Bayonne.

capital destiné à leurs opérations ? La question est délicate.

Plus facile à calculer est un autre genre de taxe que doivent acquitter ces agences : la taxe de 10 pour 100 sur les émoluments du personnel. Son moindre défaut est d'être, pour une succursale de Société étrangère, bien facile à éluder. En effet (et ceci n'est qu'une supposition que rien ne nous permet de considérer comme passée dans le domaine des faits, mais qui se présente tout naturellement à l'esprit) qui peut empêcher nos Etablissements de crédit de payer en France, sous forme de gratifications ou de frais de séjour, par exemple, aux agents de leurs succursales d'Espagne une partie de leurs appointements ?

Italie. — On ne trouve pas, en Italie, de succursales de nos Sociétés de Crédit, qui, d'ailleurs pour en établir, auraient à satisfaire aux nombreuses formalités qu'édicte les articles 73 à 249 du Code de commerce du 31 octobre 1882. En effet, les Sociétés étrangères anonymes et en commandite par actions doivent déposer en entier leur acte constitutif et leurs statuts au greffe du Tribunal civil de la succursale future. Celui-ci, après vérification de la constitution légale de la Société, ordonne par jugement rendu en Chambre du Conseil la transcription de l'acte constitutif et des statuts sur le registre des Sociétés, et l'affichage, de ces documents dans la salle d'audience, dans la

Maison commune, et dans la Bourse la plus proche. En outre, ces documents doivent être publiés en entier dans le Bulletin officiel des Sociétés par actions, et par extrait dans le journal des annonces judiciaires du lieu du siège ou de la succursale. De plus les noms des personnes qui dirigent et administrent le siège social, ou représentent la Société dans l'Etat, doivent être déclarés au greffe du tribunal de commerce par le dépôt de mandats, transcrits affichés et publiés. Enfin, dans les dix jours de l'approbation du bilan, ces Sociétés doivent en déposer copie au greffe du tribunal de commerce, avec le rapport des syndics et le procès-verbal de l'assemblée.

S'il s'agit de Sociétés constituées en pays étranger ayant en Italie leur Etablissement principal, le Code de commerce italien les soumet à la loi italienne : constitution par acte authentique. etc.

Grand-duché de Luxembourg. — Dans le grand-duché de Luxembourg, où la Société Générale Alsacienne de Banque possède une agence, les Sociétés commerciales sont régies par le Code de commerce français de 1807, et, en ce qui concerne spécialement les Sociétés anonymes par un arrêté grand-ducal du 18 novembre 1884.

Principauté de Monaco. — En raison, sans doute, de l'affluence des étrangers à Monte-Carlo, le Crédit

Lyonnais et le Comptoir National d'Escompte y entretiennent l'un et l'autre une agence par l'intermédiaire de laquelle ils rendent de grands services aux privilégiés qui villégiaturent dans ces parages. Bien placée, elle aussi, pour rendre les mêmes services, l'agence de la Société Générale est située cependant en territoire français.

Sur le territoire monégasque, les Sociétés anonymes et en commandite par actions sont réglementées par l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895, modifiée par celle du 23 mai 1896 : elles ne peuvent exister sans l'autorisation du prince qui statue sur avis du Conseil d'Etat rendu après examen de l'acte constitutif. Il est bien certain toutefois que, étant donnés les rapports étroits qui unissent à la France la principauté de Monaco, celle-ci peut faire aux Sociétés françaises un accueil particulièrement favorable.

Pays-Bas. — Les Sociétés étrangères sont soumises aux mêmes règles que les Sociétés nationales ; les articles 14 et 53 du Code de commerce, relatifs aux Sociétés commerciales, ne font pas de distinction entre elles ; les statuts des Sociétés anonymes doivent être approuvés par le roi. Depuis un arrêt de la cour de cassation du 23 mars 1866, la jurisprudence hollandaise admet qu'une Société anonyme, constituée régulièrement dans un pays étranger, peut exercer ses droits comme telle et ester en justice dans les Pays-Bas aussi valablement que les Sociétés nationales.

Il est donc certain que ce n'est pas au régime légal qui leur serait appliqué qu'il faut attribuer l'absence de succursales de nos Etablissements français dans des villes aussi importantes, au point de vue commercial, que Rotterdam ou Amsterdam. La vraie raison ne serait-elle pas plutôt que ces ports ont été un peu accaparés, en quelque sorte, par le commerce allemand, et que l'influence allemande est prépondérante, commercialement du moins, dans cette partie de la Hollande ?

Portugal. — Si nos Sociétés de Crédit ont affronté les exigences du fisc espagnol, elles n'ont pas osé s'exposer directement à l'impôt sur le capital des Sociétés par actions, tel qu'il est établi en Portugal. Le Crédit Lyonnais seul a voulu s'implanter dans ce pays, et il a fondé pour cela une filiale, le Crédit Franco-Portugais, dont le capital très réduit de 5 millions n'a été versé qu'en partie. C'était le meilleur moyen de se soumettre au fisc portugais sans pour cela lui verser un tribut excessif. Le Crédit Lyonnais conserve d'ailleurs la direction absolue de sa filiale, puisqu'il en possède la plus grande partie des actions.

Le Crédit Franco-Portugais a dû se conformer, et reste soumis à des règles assez compliquées. En effet, en Portugal où les Sociétés par actions peuvent se constituer sans autorisation, les Sociétés étrangères qui veulent y établir une succursale doivent présenter au registre du commerce, outre les pièces exigées des nationaux, un certificat du consul portugais compé-

tent, constatant qu'elles sont constituées et fonctionnent suivant les lois de leur propre pays. Elles sont astreintes, de plus, comme les Sociétés nationales, à l'enregistrement et à la publication des actes sociaux et des pouvoirs de leurs agents. Les Sociétés légalement constituées à l'étranger peuvent faire, en Portugal, tout acte de commerce licite, bien qu'elles n'aient dans le royaume ni siège, ni succursale, ni agence. Celles qui, bien que constituées à l'étranger, ont leur siège en Portugal, sont assimilées aux Sociétés étrangères.

Russie. — En Russie, les sociétés par actions nationales ou étrangères, doivent obtenir, pour leur établissement, l'autorisation du gouvernement et, pour cela, déposer leurs statuts, ainsi qu'une procuration donnant à un représentant en Russie le droit de demander cette autorisation. Une autorisation leur est également nécessaire pour les modifications à apporter à leurs statuts, et pour l'ouverture de succursales. Les Sociétés françaises, comme les autres, doivent se conformer à ce principe : « Les Sociétés anonymes françaises et autres associations commerciales, industrielles et financières constituées en France et dites « à responsabilité limitée » peuvent exercer en Russie tous leurs droits, y compris celui d'ester en justice en se conformant aux lois russes (1). »

(1) Loi du 9 septembre 1863. Sur les règles relatives à la fondation des banques en Russie, voir *Revue des Sociétés*, 1883, p. 144.

Des ukases viennent accorder parfois des dérogations à ces règles, mais les Sociétés étrangères obtiennent plus facilement ces dérogations que les Sociétés nationales, témoin le décret qui, en 1878, a autorisé le Crédit Lyonnais à ouvrir une agence à Saint-Petersbourg. Néanmoins, pour voir autoriser le fonctionnement de cette agence et de celles de Moscou et d'Odessa, le Crédit Lyonnais a dû déposer en Russie, à titre de cautionnement, des titres du gouvernement Russe pour une valeur de plus de 2 millions.

Quant à la Société Générale, elle est représentée en Russie par sa filiale, la Banque du Nord, société russe au capital initial de 5 millions de roubles, bientôt porté à 12 millions et demi, puis à 25 millions de roubles. La Banque du Nord est également correspondante d'un autre Etablissement français, la Banque de l'Union Parisienne, qui a participé à l'augmentation de son capital, et est représentée dans son administration. Outre l'autorisation du gouvernement nécessaire pour son établissement, comme pour toutes les modifications aux statuts, la banque ne peut fonder de nouvelles succursales qu'avec l'autorisation du ministre des Finances. Elle est donc soumise à un contrôle étroit, comme elle est soumise également à des impôts assez lourds. C'est ainsi que le compte rendu soumis à l'assemblée générale du 14-27 avril 1907, nous apprend que la Banque du Nord a payé à l'Etat Russe, pour

l'année 1906, une somme d'impôts s'élevant à plus de cent soixante mille roubles (1).

Suisse. — Nous retrouvons en Suisse la même situation qu'en Belgique : le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas possèdent une agence à Genève ; d'autre part la Société Générale est représentée par la Société Générale Alsacienne de Banque qui a une agence à Lausanne. Ce sont donc, là aussi, des agences de Sociétés étrangères qui, comme telles, sont soumises aux mêmes obligations, et notamment au dépôt et à la publication des statuts de la Société au siège de ses agences ou succursales, formalités exigées par la loi suisse, comme d'ailleurs par la loi française.

Turquie. — L'autorisation du gouvernement impérial est nécessaire aux sociétés anonymes formées à l'étranger pour la création d'une agence en Turquie, telle est la règle fixée par le règlement du 25 novembre 1887. L'agence du Crédit Lyonnais à Constantinople est, d'ailleurs, la seule que nos Etablissements de Crédit français possèdent dans ce pays.

A l'égard des autres pays, situés en *Afrique, Asie,*

(1) Cette somme se décompose ainsi : Patentes, guildes, taxes de contributions et billets d'entrée à la Bourse : 59,315 r. 54 ; impôts de 5 pour 100 sur les revenus des capitaux : 97,564 r. 97 ; impôt de 0.216 pour 100 sur les comptes spéciaux nantis par des valeurs publiques : 9,347 r. 15.

Océanie, il y a lieu de distinguer s'ils sont indépendants, protégés ou annexés.

Les pays indépendants tels que la Chine et le Maroc (au moment, du moins, où le Comptoir National d'Es-compte y a fondé ses agences), sont généralement gouvernés par un souverain absolu ; les sociétés commerciales y sont assimilées aux personnes physiques. Les sociétés par actions doivent être autorisées par décret du souverain, qui donne à leurs statuts force de loi spéciale ; le tout sous réserve des traités de commerce.

Les Etats soumis au régime du protectorat sont régis par des traités spéciaux ; signalons en particulier la législation de *l'Égypte* où « les sociétés par actions étrangères ne peuvent établir de succursales et devenir soumises à la juridiction des tribunaux mixtes qu'autant qu'elles ont été autorisées par décret khédival à instrumenter et à ester en justice dans le pays » (1).

En résumé la législation, vis-à-vis des Sociétés étrangères, des pays avec lesquels nous entretenons des relations économiques et financières, est assez large ; mais les agences de ces Sociétés doivent se soumettre aussi aux lois territoriales ; elles peuvent, par conséquent, être atteintes par des lois édictées par l'Etat qui les abrite. Si, a un moment donné, celui-ci juge bon de soumettre les banques à un contrôle plus étroit, de leur

(1) Houpin : *Traités des Sociétés*, § 4199.

imposer certaines règles, les agences des Sociétés étrangères comme les sociétés indigènes, devront se soumettre au nouvel état de choses, comme, d'autre part, les agences en France de Sociétés étrangères ont dû se soumettre à nos lois, et, entre autres, par exemple, à la loi de 1901 sur les successions.

CHAPITRE III

Les opérations auxquelles se livrent les agences et filiales de nos Établissements de Crédit à l'étranger.

Comme les agences de France, les agences étrangères des Sociétés de Crédit sont « de véritables maisons de banque, complètes dans leurs attributions et dans leur organisation, traitant toutes les natures d'affaires, prêtes à rendre au public tous les services » (1). Elles sont donc à la disposition de leurs clients pour effectuer toutes les opérations de banque ou de bourse, et les opérations sur titres qui pourraient leur être confiées, mais il est un genre d'affaires auquel, à l'étranger, elles sont amenées, en général, à se consacrer particulièrement : ce sont les ouvertures de crédit. Sans doute, dans certains pays, les dépôts reçus sur place sont assez abondants, mais on peut dire que, le plus souvent, les succursales étrangères emploient sur place à des opérations de crédit variées des ressources venues de France et recueillies par la société-mère. Il serait difficile d'é-

(1) Rapport à l'Assemblée générale du Crédit Lyonnais, 1888.

numérer ici les diverses opérations auxquelles se livrent les agences étrangères. Ces opérations varient presque avec chaque guichet. Car, outre les opérations de banque courantes, telles que nous les comprenons en France, il est naturel que chaque succursale étrangère soit obligée de se conformer aux usages du pays où elle est installée, de sorte que certaines agences et certaines filiales sont amenées à faire des opérations d'une forme tout à fait inusitée en France, et parfois même imprévue dans les statuts de l'Etablissement de Crédit. Nous donnerons quelques exemples de ces opérations.

Reprenant ce que nous avons dit des buts poursuivis par les banques françaises en créant leurs établissements à l'étranger, nous pourrions examiner successivement les opérations commerciales et les opérations de capitalistes, normales ou occasionnelles, des succursales étrangères.

Si donc nous passons en revue les opérations traitées en Russie, par exemple, par la Banque du Nord (qui d'ailleurs bien que filiale d'un Établissement français, est une Société russe), nous verrons que cette banque pratique : l'escompte des lettres de change munies d'une signature, garanties par des engagements de commerce, et l'escompte des engagements de commerce eux-mêmes ; les avances remboursables sur demande « on call », c'est-à-dire à vue, qui se font soit contre nantissement de titres et fonds publics, soit contre nantissement de lettres de voiture, connaisse-

ments et marchandises : les « avances à terme » contre nantissement de titres et fonds publics, ou contre nantissement de marchandises. Ces avances à terme sont consenties soit pour une courte durée, soit pour une longue période (le plus souvent pour trois mois, et renouvelables).

Il faut au sujet de ces sortes d'avances sur marchandises — « on call », ou à terme, — observer certaines particularités : elles peuvent se faire, soit sur des lettres de voitures ou des récépissés de chemins de fer qui sont endossables, soit sur des marchandises déposées aux élévateurs (1), et dont il est délivré un récépissé analogue à ceux des magasins généraux, soit même sur des marchandises déposées dans des magasins particuliers, après déclaration et expertise de l'artelschik (2).

Ainsi la Banque du Nord fait, en Russie, parmi un certain nombre d'opérations peu ou pas usitées en France, tout un genre d'avances sur marchandises réclamé chez nous depuis longtemps, mais qui ne paraît guère entré jusqu'ici dans la voie de la réalisation pratique : les avances sur les produits agricoles. Il

(1) Les élévateurs, nombreux dans les ports russes, servent surtout au chargement de grains.

(2) L'artelschik est, en l'espèce, le garde magasin. En Russie, les caissiers des banques sont également fournis par la corporation des artelschiks, qui est responsable des détournements dont ses membres se rendraient coupables.

faut reconnaître que, dans le cas actuel, elles sont facilitées par ce fait que la Russie est une grande exportatrice des céréales, et que, par conséquent, beaucoup de son blé devra passer par les élévateurs d'Odessa.

La France, au contraire, consomme le blé qu'elle produit, aussi celui-ci reste-t-il rarement longtemps invendu. Quoi qu'il en soit, les produits agricoles sont pour les agriculteurs et les négociants russes un élément de crédit de premier ordre et des plus précieux.

Ce que fait une banque russe avec l'argent qui lui vient en grande partie de France, il n'y a pas de raison pour que les agences en Russie du Crédit Lyonnais ne le fassent pas également. Sans présenter pour elles de dangers, ces opérations sont pour les banques qui les pratiquent une source de profits sérieux, on comprend donc qu'elles n'hésitent pas à les traiter, pourvu qu'elles s'entourent de toutes les garanties désirables, et notamment que les directeurs de leurs succursales connaissent très bien le pays où ils opèrent, ses lois, ses usages commerciaux, et surtout la moralité de sa clientèle.

Il est bien évident que les succursales étrangères de banques françaises devront se soumettre pour réussir à tous les usages locaux : en Russie, par exemple, les caissiers seront fournis par la corporation des « *artels-chiks* », association responsable des fautes et des erreurs des agents qu'elle fournit, et en dehors de laquelle on ne saurait trouver un caissier sérieux. En

Chine où toutes les transactions monétaires se font d'après le poids effectif de l'argent monnayé, il faudra passer par l'intermédiaire de l'agent chinois, ou « *comprador* », qui a seul qualité pour déterminer la valeur officielle de la monnaie.

On comprend, du reste, que la question du personnel dans les agences étrangères joue un grand rôle, et que, vis-à-vis de la clientèle étrangère, il soit indispensable d'avoir des agents qui, non seulement parlent la langue du pays, mais sachent se plier aux habitudes et à la façon de traiter les affaires en usage dans la contrée. Aussi la plupart des succursales françaises à l'étranger ont-elles un personnel en grande partie indigène, renforcé par des Français comme chefs de services.

Les opérations commerciales des Etablissements de Crédit à l'étranger varient naturellement avec le pays où sont installées les agences et les filiales. Ce seront d'abord toutes les opérations auxquelles donnent lieu le commerce d'importation et d'exportation, et spécialement le commerce avec la France. Les agences d'outre-mer (agences américaines ou australiennes du Comptoir National d'Escompte, agences d'Orient et d'Extrême-Orient du Comptoir et du Crédit Lyonnais) et les agences maritimes en général (agences du Comptoir et de la Société Française de Banque et de Dépôts dans la mer du Nord, agences de la Banque du Nord dans la Baltique) serviront de correspondants aux agences de

France pour les opérations auxquelles ce commerce donne lieu. Elles escompteront, par exemple, des traites documentaires représentant les marchandises embarquées pour la France, traites qui seront acceptées en France par leur siège central, si le client de ce dernier jouit d'un crédit d'acceptation, ou par l'importateur français des marchandises lui-même, et qui seront adressées pour l'encaissement aux agences de France. Celles-ci se chargeront, s'il y a lieu, du dégagement des documents à l'arrivée, du déchargement, du warrantage des marchandises, etc. Ou bien les agences étrangères délivreront à leurs clients, pour payer les importations faites par ceux-ci, des chèques sur la France ou sur l'agence de Londres, ou sur toute autre place, suivant l'endroit où le client aura à transporter ses fonds, et suivant aussi la cote plus ou moins favorable du change.

Souvent, avant d'arriver à l'escompte d'effets documentaires, l'agence d'outre-mer, ou même avant elle les agences de l'intérieur auront fait d'autres opérations sur les marchandises à embarquer. Parfois, elles auront, si les usages du pays ou la nature des produits s'y prêtent, fait des avances aux producteurs eux-mêmes, avant même que la récolte soit faite (par exemple sur récoltes pendantes, comme le font les banques coloniales pour la canne à sucre), ou bien sur la récolte emmagasinée, soit dans les élévateurs américains, soit dans les magasins des ports avant l'embar-

quement, ou même sur les marchandises chargées sur wagon (avances sur lettres de voiture pratiquées en Russie par la Banque du Nord), et se rendant au lieu d'embarquement.

Nous touchons là aux opérations de banque spéciales à chaque pays. Mais, la plupart du temps, ces opérations seront faites par les succursales de nos Etablissements surtout comme prélude d'opérations documentaires et maritimes et comme moyen d'amorcer et de s'assurer ces opérations. Car, ne l'oublions pas, un des buts poursuivis par nos Sociétés de Crédit en créant leurs agences et leurs filiales à l'étranger est, précisément, de procurer des opérations aux agences de France, d'aller chercher des remises étrangères, du papier d'outre-mer ; et le meilleur moyen de s'assurer le bénéfice de l'innombrable série d'opérations de banque auxquelles donne lieu une matière première, depuis sa production jusqu'à sa transformation industrielle et à sa vente en produits fabriqués, est évidemment d'aller saisir cette matière aux pays de production eux-mêmes, de telle façon qu'elle ne sorte plus des mains de l'Etablissement de Crédit ou de ses clients.

Ce n'est pas que les succursales étrangères s'interdisent de faire, dans les pays où elles opèrent, des opérations de banque courantes, traitées avec les commerçants du pays et portant sur des transactions purement intérieures. Les filiales surtout, qui sont, en somme, des banques étrangères autonomes, se livrent

naturellement à toutes ces opérations courantes, — escompte, avances sur titres, découverts, avances sur marchandises, etc. ; — et les agences même ne les dédaignent pas, mais elle les font spécialement pour employer les capitaux, soit des dépôts qu'elles se procurent dans le pays, soit des fonds que leur siège central met à leur disposition.

Il n'est pas besoin d'insister sur la prudence avec laquelle l'administration centrale doit obliger ses agences à mener ces opérations, impossibles à diriger et à surveiller de Paris, et sur l'habileté et la connaissance du pays qu'elles supposent chez les directeurs des agences étrangères.

En dehors des opérations commerciales dont nous venons de parler, il y a un autre champ d'activité pour les succursales étrangères, ce sont les opérations de capitalistes, et toutes celles qui ont pour objet les valeurs mobilières : champ très restreint pour certaines agences qui opèrent dans des pays plus ou moins neufs, où la fortune mobilière est peu développée, mais très considérable, au contraire, pour certaines autres, fonctionnant dans des villes dotées d'une Bourse importante, et surtout pour quelques succursales de pays frontières de la France, et dont les fonctions occasionnelles nous retiendront assez longuement.

Les succursales — filiales ou agences — fonctionnant dans les villes étrangères dotées d'une Bourse de valeurs, et surtout de ce qu'on peut appeler une Bourse

internationale, où se cotent un certain nombre de valeurs connues et recherchées par les capitalistes de tous les pays (telles que les Bourses de Londres, Bruxelles, Francfort, Saint-Pétersbourg), — ces succursales serviront naturellement sur ces places d'intermédiaires pour les opérations d'achat et de vente de toutes les agences françaises pour les valeurs cotées à l'étranger et aussi pour les opérations diverses sur titres. De même, elles recueilleront les souscriptions venues de France aux emprunts d'Etat étrangers non émis en France, ou aux émissions diverses de valeurs étrangères (emprunts de villes, crédits fonciers, banques, valeurs industrielles). Elles contribueront pour une large part à introduire en France certaines tranches d'emprunt réservées au moment de l'émission à tel pays étranger, et que celui-ci n'a pas pu absorber ; et une grande partie des derniers emprunts russes et ottomans réservée à l'Allemagne et à l'Angleterre est ainsi venue finalement se caser dans les portefeuilles français par l'intermédiaire des agences ou des filiales de nos Etablissements de Crédit. Il est indéniable que ces Etablissements ont contribué ainsi pour une large part à détourner les capitaux des valeurs françaises, et à les placer en valeurs étrangères, parfois même non timbrées, qui, une fois dans les portefeuilles français, ne circulent plus, et, la plupart du temps, restent en dépôt à l'étranger. Il est vrai que les Sociétés de Crédit n'opèrent, en cela, que concurremment avec d'innombrables banques étrangères

qui sollicitent directement la clientèle française ; et il est vrai aussi qu'elles ne font que se plier aux goûts de leur clientèle qui veut des valeurs étrangères. Mais encore une fois, à qui la faute ? Et ne vaut-il pas mieux encore, au point de vue du fisc lui-même, que ces opérations se fassent par l'intermédiaire de banques françaises, où il peut, en vertu des droits d'investigation — beaucoup disent d'inquisition — qu'il s'arroe, en retrouver la trace dans une certaine mesure, plutôt que par l'intermédiaire de banques étrangères ou de banquiers privés, qui échappent presque complètement à la surveillance du fisc (1).

Nous arrivons ainsi, par une transition naturelle, à parler de certaines agences ouvertes depuis quelques années dans plusieurs pays frontières, comme conséquence de la politique fiscale et sociale du Gouvernement français, et dont le but d'ailleurs avoué est — certains disent de favoriser — nous dirons, nous, de canaliser l'émigration des capitaux et des titres, de la canaliser en maintenant un lien qui rattache à la France ces capitaux et ces titres afin qu'ils n'émigrent pas sans esprit de retour.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de dis-

(1) Les banquiers particuliers commencent, d'ailleurs, à se rendre compte de cette préférence de la clientèle, et à s'y plier. N'a-t-on pas vu tout récemment un emprunt de chemins de fer russes émis par l'intermédiaire du Syndicat des Banquiers de province et de ses adhérents ?

cuter l'état d'esprit des capitalistes qui déposent ainsi leur fortune à l'étranger : la peur des révolutions sociales en déterminent certainement un grand nombre. C'est à ce motif qu'obéit M. de Montyon, le fondateur des prix de vertu, lorsque, à la veille de la Révolution de 1789, il fit passer à l'étranger la plus grande partie de sa fortune, et c'est pour cette raison également que Victor Hugo employa une notable partie de ses fonds en valeurs étrangères déposées à l'étranger ; et tout récemment, à la veille du 1^{er} mai 1906, c'est bien aussi la crainte de troubles sociaux qui détermina de nombreux capitalistes à retirer leurs dépôts des banques, et à faire passer à l'étranger des centaines de millions de titres. Ajoutons à cela que certaines lois votées et certains projets mis à l'étude au cours de ces dernières années, tels que la loi de 1901 sur les successions et les projets d'impôt sur le revenu, ont été considérées par beaucoup comme un acheminement vers la spoliation socialiste : Est-il étonnant alors que ceux-ci aient cherché à s'y soustraire ? Pour nous, tentons seulement d'établir, sans d'ailleurs prendre parti pour ou contre la légitimité de leurs efforts, les chances qu'ils peuvent avoir de réussir dans leur but, ainsi que celles que peut avoir une autre catégorie de déposants qu'on pourrait appeler les « déposants de bonne foi », c'est-à-dire ceux dont le but n'est point de frauder le fisc, mais qui craignent par dessus tout, pour eux-mêmes et pour leur fortune, de voir la France aux prises avec des complications

intérieures ou extérieures. Ces pessimistes à l'excès (et l'approche du 1^{er} mai 1906, a révélé qu'ils étaient moins rares qu'on peut le croire), ont cru mettre leur fortune à l'abri des risques de guerre étrangère ou de guerre civile en la déposant à l'étranger, et ce sont, bien entendu dans la circonstance, les États neutres : la Suisse et la Belgique, qui ont vu affluer ces dépôts. Il est permis cependant de croire que, en cas de guerre étrangère, la fortune des particuliers serait respectée en France, et, d'autre part, que tous les États sont plus ou moins exposés, à l'heure actuelle, à un mouvement révolutionnaire. Les déposants de bonne foi auraient alors tout simplement pris une précaution inutile.

En est-il de même de l'autre catégorie de déposants, de ceux qui professent que frauder le fisc est légitime et qui cherchent, par conséquent, tous les moyens de le faire en toute sécurité ? Les précautions qu'ils auront prises suffiront-elles à les faire échapper à celles des règles de notre législation fiscale qu'ils paraissent le plus redouter : l'impôt sur les successions, et, bientôt peut-être, l'impôt sur le revenu ?

La loi du 25 février 1901, portant fixation du budget général pour l'exercice 1901, décide, dans son article 15 : « Les Sociétés de Crédits, agents de change, changeurs, banquiers, escompteurs, officiers publics ou ministériels ou agents d'affaires, qui seraient dépositaires, détenteurs ou débiteurs de titres, sommes ou

valeurs dépendant d'une succession qu'ils sauraient ouverte, devront adresser, soit avant le paiement, la remise ou le transfert, soit dans la quinzaine qui suivra ces opérations, au directeur de l'Enregistrement du département de leur résidence, la liste de ces titres, sommes ou valeurs. Il en sera donné récépissé. »

Cette disposition a désagréablement surpris bon nombre de capitalistes français. Il était si facile avant sa promulgation, de soustraire à la rapacité du fisc la plupart des valeurs au porteur ou des sommes d'argent liquide de la succession, toutes les fois que celle-ci pouvait se régler sans l'intervention d'un notaire ; il suffisait pour cela d'un peu d'entente et de discrétion de la part des héritiers. Ce n'est pas que la loi du 25 février 1901 ait rendu toute fraude impossible, mais elle a, cependant, singulièrement restreint les cas où la fraude peut s'exercer. Tant de gens veulent, actuellement, s'éviter les ennuis et les risques de la garde de leurs valeurs et de leur argent que les dépôts de titres et de fonds dans les banques deviennent de plus en plus considérables.

Quoi qu'il en soit, cette disposition de la loi de finances a été considérée par certains capitalistes comme un danger, en elle-même d'abord, puisqu'elle leur enlevait tout espoir d'échapper aux droits de mutation sur les sommes et valeurs déposées, et ensuite dans ses conséquences, car la déclaration ainsi faite

pouvait, plus tard, fournir un élément d'appréciation pour l'application de l'impôt sur le revenu.

L'impôt sur le revenu est, en effet, lui aussi la teneur des capitalistes. Ils craignent toujours, et non sans raison, qu'il ne soit pas seulement l'impôt de remplacement qu'on a tout d'abord annoncé ; aussi la simple annonce de l'étude d'un projet d'impôt sur le revenu suffit-elle à provoquer une recrudescence des dépôts à l'étranger.

Nous n'examinerons pas ici la légitimité de ce moyen. Légalement tout ce qui n'est pas défendu est permis : rien n'empêche donc un particulier de déposer ses fonds où bon lui semble, quel que soit le mobile qui le fait agir ; la faute ne commence qu'avec la fraude. Quant aux Etablissements de Crédit auxquels on a tant reproché de se prêter à ces manœuvres avec trop de complaisance, ils ne peuvent, comme tout commerçant, que se conformer aux désirs de leur clientèle. Et il est quelque peu puéril de parler de leur attitude complaisante, voire même encourageante, dans une question où, en somme, leur intérêt n'apparaît pas du tout, mais bien plutôt leur désavantage, puisque ces dépôts, faits à l'étranger, leur échappent s'ils ne les possédaient pas encore, et souvent même leur sont enlevés quand il les possédaient déjà.

Quelle sera l'attitude du capitaliste qui, voulant échapper aux droits de succession et à l'impôt sur le revenu, dépose ses titres et ses fonds à l'étranger ?

Il peut franchir lui-même la frontière et faire directement son dépôt à l'agence étrangère d'un de nos Établissements. Il peut aussi, — c'est la solution la plus simple, — déposer son argent et ses titres à la succursale voisine d'une de nos Sociétés de Crédit, laquelle les fera suivre, suivant le cas, soit à l'une de ses agences, soit à une agence d'une filiale à l'étranger, où un compte sera ouvert au déposant. Si, en effet, les crédits de coupons ou de remboursement des titres amortis étaient portés régulièrement au compte du déposant en France, il n'est pas besoin de dire que le dépôt aurait, par là même, perdu toute raison d'être, étant donné les droits d'investigation dans les banques dont dispose actuellement le fisc.

Le capitaliste a-t-il, dans la circonstance, intérêt à effectuer son dépôt dans une agence plutôt que dans une filiale, ou réciproquement ? (1)

Il est permis de supposer que les envois faits à l'étranger, et spécialement à des établissements dépendant d'elles mêmes, par les Sociétés de Crédit, sont particulièrement surveillés. Cette surveillance serait d'ailleurs, bien facile à exercer, si le Parlement votait les dispositions de l'article 82 du projet de M. Caillaux (2), puisque les envois faits à leurs agences de

(1) Nous prendrons comme base de discussion sur ce point et sur ceux qui vont suivre, le projet d'impôt sur le revenu élaboré par M. Caillaux, ministre des Finances, en février 1907, qui est le dernier des projets déposés sur ce sujet.

(2) Voici le texte de cet article : Tous banquiers et Sociétés de Cré-

l'étranger par les Établissements de Crédit français ou établis en France devraient tous figurer sur un répertoire tenu à la disposition des agents de l'Enregistrement. Les dépôts faits dans les agences étrangères de nos Sociétés de Crédit françaises ne pourraient donc échapper à l'impôt sur le revenu. Elles n'échapperaient pas davantage à l'impôt sur les successions, puisque le fisc connaîtrait la liste des valeurs déposées par chaque titulaire d'un compte à l'étranger. Mais est-ce au répertoire prescrit par l'article 82 qu'il faudrait attribuer le mérite d'empêcher les dépôts à l'étranger d'échapper aux droits de mutation par décès, et dans l'état actuel des choses, ces dépôts y échappent-ils ?

Sans doute, il semble bien que l'article 15 de la loi du 25 février 1901 (1), ne fait pas de distinction entre les agences françaises et les agences étrangères ; il

dit français, ainsi que tous banquiers et Sociétés de Crédit étrangers établis en France devront tenir, dans chacun de leurs établissements, un répertoire sur lequel ils enregistreront jour par jour tous envois soit de fonds, soit de titres ou coupons de valeurs mobilières adressées à l'étranger par des personnes résidant en France pour y être déposées ou encaissées chez un banquier ou dans un Établissement de Crédit. Le répertoire indiquera le nom et le domicile du propriétaire des fonds ou valeurs, le montant des fonds, la désignation du banquier ou de l'Établissement dépositaire. Les préposés de l'enregistrement sont autorisés à prendre connaissance de ce répertoire. Tout refus de communication du répertoire sera constaté par procès-verbal et puni d'une amende de 100 francs par jour de retard à dater du procès-verbal. Toute omission d'inscription au répertoire ou toute inexactitude dûment établie sera punie d'une amende de 500 à 10,000 francs.

(1) Cité plus haut, page 80.

parle seulement des « Sociétés de Crédit, banquiers, etc., qui seraient dépositaires », et dans ce terme général il semble atteindre les dépôts des Sociétés de Crédit où qu'il soient. Dans l'esprit de la loi de 1901, les Sociétés de Crédit sont astreintes pour leurs succursales de l'étranger aux mêmes obligations que pour leurs agences françaises (1). Mais dans la pratique, il est bien difficile aux agents de l'Enregistrement (à moins que les livres du siège central ou d'une agence intermédiaire en France ne leur en fournissent le moyen), de faire le dénombrement des sommes ou valeurs déposées à l'étranger par une personne décédée. Si, en effet, l'administration de l'Enregistrement a actuellement des droits d'investigation très étendus, dans nos Établissements de Crédit, ce droit s'arrête à la frontière, et les agences de nos Sociétés à l'étranger n'ont aucune justification à fournir au fisc français. Si donc l'administration dispose en principe de la sanction de la loi de 1901, en fait elle reste désarmée, s'il plaît à un Etablissement de ne pas déclarer les valeurs déposées à l'étranger et dépendant d'une succession.

Nous avons raisonné, naturellement, dans le cas d'une succession ne comportant aucun inventaire, dans tous les autres cas, et ce sont les plus fréquents, il semble difficile aux Sociétés de Crédit de ne pas faire la déclaration prévue par l'article 15 de la loi du 25 février

(1) F. Hubert : *Annales de Droit commercial*, 1903, page 3.

1901. En effet, sauf dit un correspondant de l'*Économiste français* « sauf lorsqu'il y a dévolution à un célibataire ou veuf, majeur et héritier unique, ou à un légataire universel, le règlement d'une succession exige un inventaire de tous les biens et valeurs laissés par le défunt, et une liquidation amiable ou judiciaire, fixant les droits de chacun des héritiers, et l'attribution en partage des dits biens ; dans ces actes, on devra nécessairement faire figurer les valeurs déposées à l'étranger, leur énonciation rendra le paiement des droits de mutation inévitable en France, puisque l'inventaire et la liquidation seront soumis à l'enregistrement, qui aura ainsi connaissance des valeurs et les frappera de la taxe successorale.

Dans le cas où la succession sera dévolue à un légataire unique, mais marié, l'inventaire ne pourra même être évité, car cette formalité est indispensable pour lui permettre d'exercer la reprise des valeurs successorales à la dissolution du mariage par décès ou autrement.

La même observation s'applique aux héritiers majeurs et mariés qui seraient d'accord entre eux pour ne pas mentionner dans les inventaires et liquidations l'existence de ces valeurs, dont ils pourraient faire par une opération distincte, le retrait à l'étranger ; les difficultés à prévoir pour l'exercice de la reprise, à la dissolution du mariage, des titres non mentionnés dans les actes passés en France, sont trop grandes pour que des gens prudents s'y exposent. Ainsi donc, à mon avis,

conclut le correspondant de l'*Économiste français*, le dépôt de valeurs à l'étranger ne pourrait permettre d'échapper aux droits de mutation que dans des cas exceptionnels » (1).

Telles sont les conclusions auxquelles conduit l'étude des dépôts dans les agences étrangères de nos Établissements de Crédit ; elles sont peu encourageantes pour ceux qui croyaient avoir trouvé là un moyen pratique et sûr d'échapper à la fois à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les successions, puisque l'un et l'autre ne seront guère évités.

Pourra-t-on y échapper davantage si, au lieu d'effectuer le dépôt dans une agence d'une de nos Sociétés de Crédit, on choisit l'agence d'une de leurs filiales ?

Point n'est besoin d'insister sur l'intérêt qu'il y a pour le déposant à effectuer le dépôt directement, sans passer par l'intermédiaire d'une banque, puisque cet intermédiaire suffirait à rendre inutile leur précaution, soit que les envois des banques soient spécialement surveillés, soit que celles-ci soient astreintes (suivant les termes de l'article 82 du projet d'impôt sur le revenu de M. Caillaux) (2), à dresser elles-mêmes la liste des valeurs envoyées à l'étranger pour chacun de leurs clients.

Si donc, à ce point de vue, la situation des filiales

(1) *Économiste français* du 24 janvier 1903.

(2) Cité plus haut, page 83.

est la même que celle des agences, elle diffère quelque peu sur la question des déclarations des fonds et valeurs détenus par la Banque et dépendant d'une succession. Nous avons déjà vu que, pour beaucoup l'article 15 de la loi du 25 février 1901 s'applique aussi bien aux agences étrangères de nos Sociétés de Crédit qu'aux agences de France. Sans doute, l'administration n'a guère de moyens de vérifier l'exécution des prescriptions de l'article 15 ; mais le texte, avec ces termes : ... « Les Sociétés de Crédit... qui seraient dépositaires... » semble viser la Société, en tant que personne morale, sans viser tels ou tels guichets en particulier. Et, sans vouloir pousser les choses à l'excès, il est permis de se demander si les auteurs de ce texte n'ont pas voulu atteindre aussi celles des filiales de nos Etablissements de Crédits qui ont leur siège social en France et sont Sociétés françaises, bien que n'ayant des agences que hors de France.

Dans ces agences, en tout cas, il est hors de doute que l'administration française ne peut exercer son droit d'investigation.

La solution est plus simple pour celles des filiales de nos Sociétés de Crédit qui sont des Sociétés étrangères. Celles-là ne peuvent certainement être atteintes par la législation française sur les successions.

Les déposants dont les dispositions prévoyantes, ou dont la descendance, permettraient de régler la succession sans l'intervention de pièces notariées ou

authentiques pourraient être tranquilles pour leurs héritiers ; mais c'est alors que se pose une autre question, capitale aussi, et à laquelle cependant beaucoup ne pensent pas, celle des droits de succession à l'étranger.

Pour vouloir échapper en France à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les successions, il ne faudrait pas s'exposer à les subir à l'étranger, et cependant il faut reconnaître que, parmi les capitalistes qui déposent leurs valeurs à l'étranger, beaucoup n'ont pas même envisagé cette question.

Celle-ci, d'ailleurs, est très simplifiée par la législation de trois des Etats où se font le plus fréquemment ces dépôts : « Il y a à notre connaissance, disait, dès 1903, le journal de M. Leroy-Beaulieu dans ses « Conseils généraux pour le placement d'une fortune », il y a à notre connaissance trois pays où les valeurs étrangères appartenant à des étrangers non domiciliés ne sont frappés d'aucun droit de succession, d'aucun impôt sur le revenu : la Belgique, la Prusse, qu'il ne faut pas confondre avec l'empire d'Allemagne (la législation propre de certains Etats de cet empire pouvant être différente), et enfin la Suisse, ou plutôt le canton de Genève, car la législation de certains cantons suisses peut être différente (1). » La plupart des cantons suisses suivent cette règle aussi bien pour le droit de succession

(1) *Economiste français* du 17 janvier 1903, page 83.

que pour l'impôt sur le revenu ; celui-ci est appliqué dans tous, sous des formes diverses ; le droit de succession, au contraire, n'est pas appliqué dans certains cantons montagnards (Appenzel, Grisons, Schwytz, Unterwalden, Valais) ; il est dû dans les autres, mais seulement pour les successions ouvertes dans le canton, ou sur les immeubles qui y sont situés et les meubles qui s'y rattachent.

En Espagne, si l'impôt sur les revenus de la richesse mobilière (1) atteint les étrangers, en revanche ceux-ci sont affranchis des droits de mutation par décès pour leurs biens meubles de toute nature.

La législation anglaise est moins libérale à l'égard des étrangers. L'impôt sur le revenu anglais (2) est assis distinctement sur les diverses catégories de revenu réparties en cinq cédules. Les revenus qui proviennent des valeurs mobilières font l'objet de la cédule C et, accessoirement de la cédule D ; l'étranger est assujetti à l'impôt, mais, pour les fonds d'Etats étrangers ou coloniaux payables dans le Royaume-Uni, il peut s'en affranchir par l'affidavit.

Quant aux droits sur les successions, ils se composent en Angleterre d'un droit gradué (progressif) de 1 à 8 pour 100 sur l'ensemble des biens transmis, et d'un droit de 3 à 10 pour 100 sur chaque part recueillie,

(1) *Impuesto sobre las utilidades de la riqueza mobiliaria*, créé par la loi du 27 mars 1900.

(2) *Prosperity and income tax*.

d'après le degré de parenté. En cas de décès d'un étranger, le *probate duty* n'est pas exigible, mais seulement l'*estate duty* et le *succession duty*; ceux-ci sont perçus sur les immeubles situés dans le Royaume-Uni, sur les actions des Sociétés y ayant leur siège, sur les actions et obligations au porteur ou endossés qui s'y trouvent au moment du décès, sur les valeurs (rentes françaises, par exemple, détenues par des fidéi-commissaires (*trustees*) demeurant dans le Royaume. Seraient exceptés pour la perception les titres ayant le caractère exclusif et prédominant de valeurs de loterie, dont la loi anglaise interdit le placement et ne reconnaît pas l'existence. Les obligations à lots du canal de Suez ou les obligations de la ville de Paris notamment ne sont cependant pas considérées comme telles (1).

L'impôt sur les transmissions par décès varie en Italie de 0,80 à 22 pour 100, et frappe tous les biens se trouvant dans le pays au moment du décès du propriétaire, même ceux appartenant à des étrangers. De même l'impôt sur les revenus de la richesse mobilière est dû par toute personne ou entité morale, italienne ou étrangère, sur les revenus de la richesse qu'elle possède dans le royaume (2).

Telle est la législation des principaux pays où les

(1) Ministère des Finances. *Régime fiscal des valeurs mobilières en Europe.*

(2) Ministère des Finances. *Régime fiscal des valeurs mobilières en Europe.*

Français déposent le plus fréquemment leurs valeurs et leurs fonds. Dans plusieurs Etats, les étrangers ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu, et encore moins à l'impôt sur les successions; mais la rigueur avec laquelle l'Angleterre et l'Italie traitent les déposants étrangers devrait suffire à faire réfléchir ceux-ci, et à les empêcher à s'exposer à voir les impôts étrangers s'ajouter aux impôts français auxquels ils avaient espéré échapper.

Cette superposition des impôts étrangers aux impôts français, peut se produire pour les dépôts dans certains pays : pour les dépôts en Angleterre, elle est devenue plus menaçante que jamais depuis le 1^{er} janvier 1908, date à laquelle est entré en vigueur l'accord fiscal franco-anglais du 15 novembre 1907, aux termes duquel, « le Gouvernement britannique s'engage à fournir pour toutes personnes décédées, dont le domicile est en France, un extrait de l'affidavit contenant les nom, prénoms, domicile, date et lieu de décès du *de cuius*, les renseignements touchant ses successeurs et la consistance de l'hérédité en valeurs mobilières » (1).

De son côté, le « Gouvernement français s'engage à fournir pour toutes les personnes décédées dont le domicile est dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, un extrait de mutation par décès conte-

(1) *Convention anglo-française du 15 novembre 1907*, article 1^{er}.

nant les indications énumérées à l'article premier (1). » Toutefois, la convention fait cette réserve, que ces extraits ne seront fournis de part ou d'autre que dans les cas où le total des valeurs mobilières atteindra au minimum 100 livres sterling, ou 2,520 francs.

Si l'on ne peut se flatter que cet arrangement atteindra toujours son but, qui est d'empêcher la fraude en matière de successions, du moins peut-on dire qu'il la rendra singulièrement difficile et dangereuse, puisque les héritiers du déposant pourront voir se cumuler les droits français et les droits anglais qui sont assez élevés, et même en ligne directe, supérieurs aux nôtres. En résumé, il sera « très-rare, dit M. Leroy-Beaulieu, qu'une succession en ligne directe puisse s'en tirer à moins de 6 à 7 pour 100 et une succession en ligne collatérale à moins de 15 à 18 pour 100. Il faudra y joindre parfois certains honoraires à la fois des hommes d'affaires anglais et des hommes d'affaires français. Tout cela est absolument prohibitif (2). »

L'accord du 15 novembre 1907 entraîne une autre conséquence : il met dans les mains de l'administration une arme puissante pour le jour où il y aura lieu d'appliquer l'impôt sur le revenu. En effet, il arrivera toujours un moment — celui de la mort du possesseur — où l'administration connaîtra les valeurs dissimu-

(1) *Convention anglo-française du 15 novembre 1907*, article 2.

(2) *Économiste français* du 21 décembre 1907.

lées en Angleterre, et pourra leur faire supporter les charges qui leur incombent (1).

La convention anglo-française n'est, aux yeux de beaucoup, que l'imitation d'un accord conclu à Lille le 12 août 1843, pour régler les rapports des administrations de l'enregistrement de France et de Belgique.

Cet arrangement franco-belge stipulait que les deux administrations se communiqueraient les actes de vente, de baux, etc., concernant des immeubles situés dans l'autre royaume; les extraits du décès des nationaux de l'autre royaume, réputés posséder dans l'autre pays des biens mobiliers ou immobiliers; enfin « les extraits des inventaires faits après décès dans un royaume, lorsque les actes indiqueront ou analyseront des titres ou pro-

(1) Il n'est pas inutile de rappeler, à ce propos, les articles 68 et 69 du projet de M. Caillaux :

« Art. 68. — En cas de déclaration inexacte, le contrevenant ou ses héritiers sont frappés d'une amende égale à la moitié du revenu dissimulé. »

« Art. 69. — Indépendamment des pénalités édictées par l'article précédent, tout contribuable qui, soit sur sa déclaration, soit d'office, a été insuffisamment imposé, est redevable d'une cotisation égale au triple des sommes dont le Trésor a été privé, pour chacune des années antérieures à celle de la découverte de l'omission ou de l'insuffisance, sans toutefois que le droit de réquisition puisse s'étendre à plus de dix années. »

En traduisant tout cela en chiffres, et en prenant pour base un impôt de 5 pour 100 du revenu, on trouve que les sommes ainsi réclamées du contrevenant ou de ses héritiers atteindraient 40 fois la somme qui aurait dû être payée annuellement du fait de l'impôt sur le revenu.

priétés mobilières possédées par le défunt dans l'étendue de l'autre royaume... »

A supposer que cette convention soit toujours régulièrement appliquée, les renseignements qu'elle permet au fisc français d'acquérir sont-ils assez précis pour que les valeurs déposées en Belgique et dépendant de la succession d'un Français puissent toujours être frappées en France des droits de mutation par décès? Il est permis d'être à cet égard un peu sceptique. Le danger serait, en tout cas, pour les héritiers du déposant, beaucoup moins grand qu'en Angleterre, puisque, en Belgique, les valeurs mobilières dépendant de la succession de personnes non domiciliées dans le royaume (même la rente belge), ne supportent actuellement aucun droit de succession ; les ayants-droit ne pourraient donc avoir à supporter que les droits français.

Ce danger de la superposition des impôts étrangers aux impôts français, beaucoup l'ont vu, et ils ont eu recours, pour s'y soustraire, à une forme de compte assez peu usitée autrefois, le *compte-joint*, c'est-à-dire un compte ouvert au nom de deux ou plusieurs personnes avec la stipulation que chacune aura le droit de le faire fonctionner et que toute opération faite par l'une sera valable vis-à-vis des autres et de leurs héritiers, et que le mandat donné à la banque ne sera pas révoqué par la mort de l'une d'elles (1).

(1) Deschamps : *Les dépôts de valeurs mobilières en banque*, p. 145.

Cette définition laisse assez voir quel est, la plupart du temps, le seul but du compte-joint : permettre le retrait du dépôt par l'un des déposants après le décès de l'autre, comme si les valeurs appartenaient en propre au survivant.

La loi française permet-elle au déposant de nommer un mandataire capable même après son décès, et, en tout cas, ne doit-on pas tenir compte de la prescription de l'article 1939, qui oblige le dépositaire, en cas de décès du déposant, à restituer la chose aux héritiers de celui-ci ? Ce sont des points discutés, et qui permettent difficilement de faire reposer le compte-joint de dépôt sur des principes juridiques puisés dans notre législation.

Néanmoins, quelle que soit sa base juridique, le compte-joint existe en France, mais il ne subsiste qu'avec une portée bien restreinte. En effet, sur la proposition de M. Clémentel, il a été inséré dans la loi de finances de 1903 une disposition qui est devenue l'article 7 de la loi du 31 mars 1903, et d'après laquelle les banques doivent, dans le délai de trois mois, notifier à l'administration de l'enregistrement, l'ouverture des comptes-joints avec les noms et adresses des titulaires.

Cette loi a créé une présomption légale d'après laquelle le dépôt est supposé appartenir aux déposants pour une part virile, sauf la preuve contraire par un intéressé ou par l'administration de l'enregistrement.

C'est donc maintenant hors de France que doivent s'adresser ceux qui veulent faire du compte-joint un mode de transmission après décès, et, de fait, ainsi que le faisait observer M. Cadoux à la Société de Statistique au commencement de 1906, « les comptes-joints ont pris une importance considérable dans les banques étrangères ».

C'est, en effet, l'étranger, à la faveur de législations moins rigoureuses que la nôtre que le compte-joint s'est le plus développé, et la Suisse, en particulier, en est devenue comme la terre classique.

Les banques étrangères, — celles de Suisse et de Belgique surtout, — ont tout fait pour faire naître et développer chez nous une habitude qui ne pouvait qu'être profitable à l'extension de leurs affaires, et que, malheureusement, certains projets fiscaux ne justifiaient que trop. Elles ont multiplié les annonces, voire même les lettres aux capitalistes qu'elles pouvaient atteindre, et il faut reconnaître que leurs efforts n'ont pas été stériles.

Les succursales de nos Etablissements de Crédit, dans ces mêmes pays, pouvaient-elles rester en arrière ? Placées par leurs concurrents locaux sur un terrain qu'elles n'avaient pas cherché, pouvaient-elles, par un excès de scrupule, refuser des opérations pour lesquelles elles étaient aussi bien organisées, et laisser à ces concurrents une sorte de monopole de fait alors surtout que ces opérations ne présentent aucun caractère illicite ou dangereux ? Voilà comment nos Etablissements ont été

amenés à accepter des comptes-joints à l'étranger, et pourquoi on leur reproche de favoriser par ce moyen l'émigration des capitaux et la fraude fiscale, comme s'ils avaient dans ces deux faits une participation autre qu'un rôle purement passif.

Ici, d'ailleurs, se pose encore la question déjà soulevée à propos des dépôts purs et simples à l'étranger : le dépôt en compte-joint dans l'agence étrangère d'une de nos Sociétés sera-t-il un moyen efficace pour celui dont le souci est d'assurer la « transmission sous le manteau » — suivant l'expression employée par M. Kergall, — d'une succession, étant entendu, naturellement, que, du moment que l'Etablissement admet le compte-joint, il l'admet avec sa conclusion quasi nécessaire : le paiement au déposant survivant ?

Le seul obstacle qui pourrait trahir cette transmission voilée serait une déclaration faite par l'Etablissement lui-même : déclaration d'ouverture du compte-joint, ou, le cas échéant, déclaration à l'Enregistrement après décès de l'un des déposants. Sans doute, il est dans l'esprit de la loi de 1901 d'exiger la déclaration de succession des banques françaises même pour leurs agences étrangères, mais, outre que le fisc n'a pas de moyens d'investigation qui lui permettent facilement de reconnaître l'existence d'un compte à l'étranger, il ne faut pas oublier que les dépositaires de sommes ou valeurs ne sont tenus de faire la déclaration prévue par la loi du 30 mars 1901 qu'après qu'ils ont eu légalement con-

naissance du décès. Or, dans le cas d'un compte-joint, le dépôt sera, en général, retiré par le co-déposant survivant, sans que la banque ait eu connaissance du décès de l'autre, et, de bonne foi, la déclaration de la loi de 1901 ne sera pas faite.

Celle de la loi de 1903, la déclaration d'ouverture du compte-joint, sera-t-elle faite ? La disposition qu'a fait ajouter M. Clémentel à la loi de finances de 1903 est, à cet égard, très explicite. Les termes généraux dans lesquels elle est conçue permettent toutefois de supposer que cette disposition vise tous les comptes-joints ouverts par les banques, aussi bien dans leurs agences étrangères que dans leurs agences de France (1).

Bien que, pour les succursales de l'étranger, le fisc n'ait, nous l'avons dit, que bien peu de moyens d'information, l'article 7 de la loi du 31 mars 1903 a cependant eu pour résultat de provoquer la disparition ou d'entraver l'ouverture de beaucoup de comptes-joints dans les Etablissements français.

En revanche, rien n'empêche les sociétés ayant leur siège à l'étranger, comme certaines filiales de nos Etablissements, d'ouvrir des comptes-joints à leurs clients français qui, du même coup, déjoueront ainsi, s'ils le veulent, et la loi de 1901 sur les successions, et la loi de 1903 sur les comptes avec solidarité.

(1) Article de M. F. Hubert : *Annales de Droit commercial*, 1903, tome 17, page 144.

La législation de certains pays se prête d'ailleurs fort bien à ce genre d'opérations. C'est ainsi que, en Allemagne, le compte-joint repose « sur la solidarité active qui, d'après le Code allemand, n'est modifiée ni par la mort, ni par la faillite d'un des créanciers solidaires ; » (1) le compte peut donc continuer à fonctionner malgré le décès de l'un des déposants. La banque de l'Empire elle-même ouvre des comptes-joints (2). Toutefois en Allemagne où, en cas de doute sur les intentions du mandant, le mandat ne s'éteint pas par la mort de celui-ci, et, où il n'existe pas de prescription comme notre article 1939, « un dépôt fait avec mandat général et réciproque donné par tous les déposants à chacun d'eux de faire fonctionner le compte aurait plus complètement répondu aux intentions des parties qu'une convention basée sur la solidarité active » (3).

Cette pratique est, d'ailleurs, celle qui est en usage en Suisse : les déposants donnent conjointement et solidairement à la banque mandat de gérer les choses déposées, et ils se donnent réciproquement mandat entre eux, le tout dans l'intérêt commun des mandants et de

(1) Deschamps : *Les conventions conclues avec les banques pour la conservation des valeurs mobilières*, 1905, page 74.

(2) Voici la formule en usage à la banque de l'Empire pour l'ouverture de ces comptes : « Les titres déposés et les sommes en provenant peuvent être réclamées par chacun de nous, ou par les représentants de chacun de nous. »

(3) Deschamps : *Les conventions conclues avec les banques...etc.*, page 76.

la banque, et chacun des déposants s'interdit de le révoquer individuellement ; il est stipulé que chacun de ces mandats subsistera même en cas d'incapacité ou de décès d'un des déposant. On convient enfin que la législation suisse sera seule applicable. (1)

Ainsi fondé sur le double mandat, le mandat général à la banque et le mandat réciproque, le compte-joint a en Suisse, une base certaine et solide, avantage que ne présentent ni la pratique anglaise, ni la pratique allemande, ni la nôtre ; et après avoir ainsi constaté que la Suisse est le pays le plus favorable à l'établissement d'un compte-joint de valeurs, M. Deschamps conclut en disant que « les dépôts à l'étranger présentent toujours un certain danger : plusieurs nations voisines prétendent soumettre à l'impôt toutes les valeurs, même celles déposées par des étrangers ; et, comme d'autre part, le fisc français réclame des droits de succession dès qu'il a connaissance d'un dépôt par un procès ou une contestation portant sur les titres déposés, on peut craindre (et l'on en a vu des exemples), qu'à un moment les valeurs déposées à l'étranger ne soient frappées d'une double imposition, l'une exigée par le pays de la banque dépositaire, et l'autre par le pays du déposant » (2). Et le fait s'est produit : « Cela est arrivé dernièrement,

(1) Deschamps : *Les conventions conclues avec les banques...* etc., page 76.

(2) Deschamps : *Les conventions conclues avec les banques...* etc., page 76.

et à un député de notre connaissance », nous dit M. Kergall, dans l'une de ses études sur le compte-joint (1).

Mais si M. Kergall et M. Deschamps ont raison quand ils signalent un danger possible, on aurait tort cependant de croire ce danger toujours menaçant. Sans doute, si le fisc français a connaissance d'un dépôt à l'étranger, il réclamera les droits de succession qui pourraient devenir exigibles ; mais si le dépôt est fait en Belgique, en Prusse ou en Suisse (du moins dans le canton de Genève et dans la plupart des autres cantons) le déposant expose seulement ses héritiers à payer les droits au fisc français. Il ne saurait, en effet, être question de doubles droits, puisque ces trois pays ne réclament pas de droits successoraux aux déposants étrangers. Et si un pauvre député s'est vu, — une fois n'est pas coutume, — imposer un double droit, c'est sans doute qu'il avait négligé de se faire ouvrir le compte-joint libérateur dans un de ces trois pays.

En présence des inconvénients, parfois exagérés d'ailleurs, qui sont imputés au compte-joint, plusieurs auteurs ont mis en avant, comme susceptible de se rendre les mêmes services, un procédé qu'il nous faut signaler ici, bien qu'il ne soit pas encore entré dans la pratique des Etablissements de Crédit français et de leurs succursales à l'étranger. Ils préconisent, au lieu du reçu usuel non transférable, la remise, pour les

(1) *Revue économique et financière* du 17 novembre 1906.

dépôts de fonds, d'une sorte de billet à ordre, d'une promesse de payer qui serait transmissible par voie d'endossement.

M. Kergall prête à ce nouveau mode de transmission occulte l'appui de son autorité : et nous savons telle Société constituée en Angleterre et administrée par de hautes personnalités du monde financier anglais et français, qui n'a d'autre raison d'être que l'application de ce système, et d'autre fonction que de servir d'intermédiaire, entre le capitaliste et la banque dépositaire.

Il faut, en effet, opérer hors de France, car si, en Angleterre, on a couramment recours aux *trustees*, notre Code français proscriit absolument le fidéi-commis.

L'opération est d'ailleurs des plus simples ; elle consiste tout simplement « à mettre aux mains du capitaliste un titre représentatif revêtu cette fois de deux signatures :

« Au recto la signature de la banque dépositaire (qui souscrit l'obligation de payer à la Société déposante, ou à son ordre ;)

« Au verso, la signature, l'endos de cette Société, au profit du capitaliste en question, ou à *son ordre*, de telle façon, que ce dernier puisse, à son tour, au moyen d'une simple signature, transmettre à qui il lui plaira, et quand il lui plaira, un véritable billet à ordre payable, comme tous les autres, dans les

conditions à la volonté des parties, à vue, à X... jours de vue, etc. » (1).

Le procédé est, certes, ingénieux, et si, au Moyen-Age, il a permis aux juifs de soustraire leurs capitaux à la spoliation, il n'a rien perdu de sa valeur et il pourrait fort bien permettre aux capitalistes du vingtième siècle d'éluder certaines mesures fiscales. Si les Sociétés constituées pour appliquer ce système arrivaient à se constituer une clientèle, il y aurait là, sans doute, une redoutable concurrence pour les agences étrangères de nos Etablissements de Crédit; en revanche, rien n'empêcherait leurs filiales, — celles du moins qui sont sociétés étrangères, — de recevoir les dépôts que leur confieraient ces Sociétés intermédiaires, et elles trouveraient peut-être là une nouvelle source d'activité.

(1) Article de M. Kergall dans la *Revue économique et financière* du 11 janvier 1908.

CHAPITRE IV

Les relations des Etablissements de Crédit avec l'étranger par l'intermédiaire des succursales

1° *Les conséquences au point de vue des Etablissements eux-mêmes.*

Ce n'est pas sans l'espoir d'en retirer pour eux-mêmes des avantages que les Etablissements de Crédit ont fondé des succursales à l'étranger ; et, d'ailleurs, leurs prévisions ont été justifiées, la plupart du temps, par les résultats obtenus. La progression du nombre des guichets entraîne un accroissement du chiffre d'affaires et, par suite, une augmentation du chiffre des bénéfices. Ce n'est pas à dire que tous les postes du bilan suivent la même progression ; il est certains genres d'opérations qui ne peuvent se développer beaucoup dans les succursales étrangères de nos Sociétés. Ainsi, les sommes déposées dans nos Etablissements atteignent un chiffre fort élevé (1), mais, dans l'état économique actuel,

(1) Au 31 décembre 1907, les sommes déposées dans les trois prin-

la création d'agences à l'étranger n'aura jamais pour effet d'accroître sensiblement le chiffre de ces dépôts.

Sans doute, les agences de Londres de nos Sociétés et, paraît-il, les agences espagnoles du Crédit Lyonnais, peuvent recevoir parfois des sommes importantes ; mais, hors de France, dans la plupart des pays, le rôle des banques est plutôt de fournir de l'argent à des commerçants, à des entreprises privées ou publiques, que d'en recevoir ; c'est pourquoi on fait si souvent appel aux capitaux des pays riches comme le nôtre. Les Etablissements français n'échappent pas à cette règle : établis à l'étranger, dans des pays dont ils ne reçoivent que des dépôts très restreints, ils sont constamment sollicités de prêter leur concours à des entreprises diverses. Les lois économiques agissent, qui ont précisément pour effet d'empêcher les capitaux de se nationaliser en quelque sorte, de s'employer exclusivement dans le pays d'où ils sortent, sous peine de dépréciation excessive de l'argent dans certaines contrées, de cherté funeste dans d'autres. Dépositaire, par ses clients français, de fonds considérables, la Société de Crédit, bien qu'elle n'en serve généralement qu'un intérêt minime, ne peut laisser ses fonds improductifs ; elle a le droit de les utiliser, tout en conservant les disponibilités nécessaires et en prenant les précautions que lui com-

principales Sociétés de Crédit (Crédit Lyonnais, Société Générale et Comptoir National d'Escompte) atteignaient 3 milliards 450 millions.

mande l'intérêt de ses déposants. Les agences et les filiales de nos Etablissements peuvent donc ainsi prêter leur appui financier aux entreprises qui leur paraissent offrir des garanties suffisantes et souvent à un taux relativement bas pour le pays où elles opèrent ; mais ce taux reste encore plus rémunérateur, pour les capitaux français qui y sont engagés, que les emplois que ces capitaux auraient pu trouver en France.

C'est ainsi, par le concours qu'ils leur donnent, que nos Etablissements peuvent arriver souvent à obtenir, dans des affaires étrangères, des participations financières qui sont parfois, pour eux, une source de bénéfices sans être une lourde charge.

Commanditaires, par leurs agences ou leurs filiales, d'entreprises étrangères, les Etablissements français deviennent tout naturellement les banquiers de celles-ci ; il en résulte donc pour eux une augmentation d'affaires et un accroissement de clientèle, et ces nouveaux clients viennent renforcer le chiffre des remises de papier sur la France, que les succursales étrangères doivent rechercher autant qu'elles le peuvent. Outre le profit que la Société de Crédit peut retirer du classement de ce papier dans son portefeuille, il y a là, pour la France, au point de vue économique, un véritable avantage. La Société de Crédit joue là, en quelque sorte, le rôle de Chambre de compensation.

Il serait d'ailleurs avantageux, pour les Etablissements de Crédit, qu'une partie plus importante des dé-

pôts qui leur sont confiés leur fût fournie par leurs succursales de l'étranger ; ils seraient ainsi moins à la merci d'une panique. En effet, il n'est pas douteux qu'au cas d'une violente crise économique ou d'une guerre entre la France et une autre puissance, la foule des déposants se précipiterait aux guichets des banques pour retirer les fonds qu'elle leur a confiés. La récente crise américaine d'octobre 1907 a montré une fois de plus que c'est toujours au moment où les banquiers auraient besoin plus que jamais de la confiance des capitalistes que ceux-ci s'alarment et réclament le montant de leurs dépôts. Les bilans de nos Sociétés de Crédit sont là pour prouver que, en définitive, elles sortiraient victorieuses de l'alerte, mais elles pourraient, une fois les espèces en caisse et les réserves épuisées, avoir besoin de quelques jours pour se ressaisir, faire rentrer les découverts, négocier les titres. La répartition des déposants entre les succursales de plusieurs pays atténuerait sensiblement les risques d'une panique imprévue.

Une autre cause aussi viendrait les modérer dans de notables proportions : c'est la division du papier en portefeuille.

Quand un Etablissement possède des succursales à l'étranger, il reçoit certainement plus qu'un autre du papier sur les autres pays, soit de ses clients de l'étranger, soit de ses clients de France en rapports avec l'étranger. Si donc une crise se déclare en France,

que ses causes soient d'ordre international ou d'ordre économique, le papier sur l'étranger sera peut-être moins facilement négociable, à cause de la répercussion au dehors de cette crise, mais sa dépréciation sera toujours moindre que celle du papier français ; d'ailleurs, les agences étrangères aideront leur siège social à écouler ce papier, et ainsi l'Etablissement tirera de son extension à l'étranger les plus heureux effets.

Les succursales établies dans les villes étrangères où se tiennent des Bourses de valeurs (et certaines places étrangères, telles que Londres, Bruxelles, Francfort, Lausanne, ont des marchés particulièrement actifs), feront les opérations de bourse que leur procurera la clientèle française des Etablissements. Elles pourront profiter aussi, parfois, des restrictions apportées à certaines catégories d'opérations par les lois du pays où elles se trouvent ; c'est ainsi que, en Allemagne, où les opérations de bourse sont réglementées avec une certaine rigueur, et où de lourdes charges grèvent les valeurs mobilières, les filiales des Etablissements français sont des intermédiaires tout indiqués pour faire exécuter à la Bourse de Paris ou sur d'autres places les ordres de leurs clients allemands.

Les succursales des Sociétés de Crédit renseigneront, en outre, leur siège central sur les grandes affaires à traiter dans le pays où elles sont installées (emprunts d'États ou de villes, participation dans des affaires

industrielles), et faciliteront aux Etablissements la conclusion de ces affaires (1).

2° Les conséquences au point de vue des capitalistes.

Réciproquement, les capitalistes français retirent, eux aussi, de multiples avantages de cette pénétration des Sociétés de Crédit françaises à l'étranger par leurs succursales. Celles-ci permettent aux clients des agences de France de profiter des occasions de placements avantageux qui peuvent s'offrir sur les marchés étrangers, et d'y faire exécuter facilement leurs opérations. En effet, alors que le marché de Paris, au milieu d'affaires de premier ordre, regorge de valeurs médiocres et parfois même douteuses, beaucoup d'excellents titres, en revanche, ne sont cotés que sur certains marchés étrangers, parce que les compagnies dont ils dépendent n'ont pas jugé utile d'acquitter pour leurs

(1) Les renseignements que transmettent à leur siège les succursales étrangères présentent parfois pour les Etablissements le plus grand intérêt. Dans le rapport à l'Assemblée générale du 7 avril 1908, les administrateurs du Comptoir National d'Escompte rappelant la crise qui a sévi en Amérique à la fin de 1907, se félicitent d'avoir installé depuis quelques années une représentation directe à New-York : « Les informations sûres et continues que nous en avons reçues nous ont efficacement préservés des conséquences de cette tourmente. »

titres les droits de timbre assez élevés exigés des valeurs se négociant en France.

En dehors de ces valeurs, combien d'autres sont cotées à la fois sur les marchés français et sur des marchés étrangers, et peuvent donner lieu à des arbitrages avantageux dont les Etablissements français pourront d'autant mieux se charger qu'ils auront souvent des succursales sur les deux places.

Bien que cotées en France, beaucoup de valeurs n'y ont pas leur service financier, et l'encaissement des coupons, les échanges de titres, les renouvellements des feuilles de coupons, en un mot, toutes les opérations, même les opérations usuelles, doivent se faire à l'étranger ; les Sociétés de Crédit, avec leurs succursales étrangères, ont souvent, pour s'en charger, des facilités particulières dont le résultat est, pour le capitaliste, la suppression d'intermédiaires, et par conséquent, une célérité plus grande et une économie de frais.

L'habitude des voyages, voyages d'agrément ou voyages d'affaires, qui s'implante et se répand de plus en plus chez nos contemporains, a amené les Etablissements de Crédit à s'organiser pour assurer aux voyageurs le maximum de facilités avec le minimum de risques dans le transport de leurs fonds : c'est dans ce but que ces Etablissements émettent des billets et des lettres de crédit circulaires. Seules des banques ayant une clientèle nombreuse et riche pouvaient assumer la

charge d'avoir, dans tous les centres importants du globe, des agences ou des correspondants chargés de payer au porteur de la lettre ou du billet les sommes dont il a besoin.

Les lettres et les billets de crédit constituent pour les voyageurs un moyen très pratique de se procurer des fonds, puisqu'ils suppriment presque complètement les risques de perte ou de vol, et un moyen très économique en même temps, puisque les seuls frais que les bénéficiaires aient à supporter sont généralement ceux des timbres des billets et des traites de remboursement. Les banques trouvent aussi leur avantage à ces opérations puisqu'elles n'ont à payer aucun intérêt pour des fonds qui ne sont quelquefois retirés que quelques mois après leur dépôt.

Dans la plupart des cas, cela est évident, les agences ou les correspondants des Etablissements ont une autre raison d'être que d'assurer le service des lettres de crédit circulaires et leurs opérations courantes sont d'un autre genre et d'une autre importance ; mais il est certainement des localités où le commerce est à peu près nul, et où le paiement de ces billets est la seule opération qui mette en rapport l'Etablissement et son correspondant. Celui-ci, d'ailleurs, dans ces localités, où les voyageurs ne sont attirés que l'attrait de la curiosité, est parfois un commerçant quelconque, et non pas toujours un banquier.

3° *Les conséquences au point de vue du commerce,
en général.*

Les avantages que tirent les capitalistes de l'extension à l'étranger de nos Sociétés de Crédit sont peu de chose si on les compare à ceux qu'en tire le commerce. La première conséquence est, si l'on se place à un point vue général, l'abaissement du taux de l'intérêt. Nous citons seulement, comme exemple de ce fait, ce qui s'est passé en Algérie (1) quand le Crédit Lyonnais, déjà installé à Alger et à Oran depuis 1878, eût créé ses agences de Bône, Constantine, Philippeville, Sidi-Bel-Abbès, en 1896 : le Crédit Lyonnais fit à la banque de l'Algérie, qui était maîtresse du taux de l'escompte dans notre grande possession africaine, une rude concurrence, dont le résultat fut l'abaissement à 4 pour 100 du taux de l'escompte (2).

On peut même dire que les succursales étrangères

(1) Si, à propos des succursales étrangères, nous parlons des succursales d'Algérie, c'est que, au point de vue économique, notre grande colonie d'Afrique est sous un régime tout différent de celui de la métropole : la Banque de France n'opère pas en Algérie ; c'est à la banque de l'Algérie qu'est réservé le monopole de l'émission ; par suite, les conditions du marché des capitaux sont différentes des nôtres.

(2) Paul Royer : *Les grands Établissements de Crédit dans l'Algérie et les colonies françaises*, page 438.

ont amené une certaine tendance à l'unification internationale du taux de l'intérêt ; et il est bien certain que déjà, à l'heure actuelle, le taux de l'escompte, dans les principaux pays d'Europe, est beaucoup moins inégal et disproportionné qu'autrefois.

Le développement des exportations et celui de certaines industries de transformation ont entraîné un développement parallèle de notre commerce avec l'étranger ; et ce n'est point, naturellement, par des envois de numéraire ou même de billets de banque que des commerçants doivent songer à régler leurs opérations. Leurs comptes se règlent donc, en dernière analyse, par l'envoi d'un chèque ou le tirage d'une traite. Plus l'Établissement de Crédit aura de succursales à l'étranger, et plus ces opérations seront simplifiées, en même temps qu'elles seront faites plus rapidement et à moins de frais.

A côté de ces services qui sont directement dans leur rôle, les Établissements rendent aux commerçants d'autres services, en les faisant profiter des renseignements qu'ils possèdent par leurs agences sur les débouchés que pourraient trouver dans d'autres pays certains produits, ou en trouvant à ces commerçants des représentants. M. Saurel cite, à ce sujet, l'exemple significatif de fabricants de produits chimiques de l'Est de la France, qui, grâce à des renseignements émanant des agences de Melbourne et de Sydney du Comptoir National d'Escompte, sont arrivés à suppri-

mer l'intermédiaire des négociants de Londres, et à vendre directement leurs marchandises en Australie, en soutenant victorieusement la concurrence des autres marchands (1).

De tels renseignements créent à l'Etablissement qui les fournit des titres à la reconnaissance de ceux qui en bénéficient. Sans doute, on serait en droit de les attendre de nos consuls, mais ceux-ci déplacés sans méthode et envoyés sous prétexte d'avancement de l'ancien dans le nouveau monde, n'arrivent pas toujours, malgré leur bonne volonté, à acquérir une connaissance suffisante de l'état des affaires dans le pays où ils se trouvent ; et si quelques-uns envoient parfois des rapports remarquables, il faut bien reconnaître que beaucoup laissent au commerce français le soin de se renseigner par les moyens en son pouvoir, et les succursales étrangères des Sociétés de Crédit sont souvent, pour cet office, des intermédiaires désignés d'avance.

4° Les conséquences au point de vue de l'intérêt national.

Fort utiles pour les intérêts matériels des capitalistes et des commerçants français, l'action des succursales

(1) Saurel : *Sociétés de Crédit contre banques locales*, page 211.

étrangères de nos Etablissements, ne l'est pas moins pour les intérêts moraux de la France, et cette action est d'autant plus efficace que le nombre est plus grand de ces guichets qui étendent l'influence française en portant au loin le nom de la France et le prestige de sa puissance. Cette considération compte certainement parmi celles qui ont amené la création d'Etablissements tels que la Banque de l'Indo-Chine et les autres banques coloniales, qui, sans être des filiales ou des agences de nos grandes Sociétés de Crédit, ont cependant avec elles des rapports étroits, et remplissent le même but, avec, de plus, certains privilèges spéciaux, parmi lesquels l'émission de billets.

Cette action bienfaisante des succursales étrangères des Sociétés de Crédit n'est pas passée inaperçue de nos hommes d'État; c'est ainsi que, après la chute du Comptoir d'Escompte, le ministre des Finances constatait la situation hors de pair que le Comptoir d'Escompte avait fait acquérir à la France dans les pays d'outre-mer, et manifestait sa volonté de la maintenir; aussi les liquidateurs de la Société étaient-ils bien fondés à dire : « Il faut créer une nouvelle Société. »

« C'est là, Messieurs, votre intérêt indiscutable. C'est aussi l'intérêt de la France. Il ne faut pas, au point de vue national, que le Comptoir d'Escompte disparaisse, parce qu'il était notre seul Etablissement de Crédit possédant dans l'Extrême-Orient et à l'étranger d'im-

portantes agences, qui assuraient à la patrie française un crédit et un prestige illimités.

« C'est cette pensée patriotique qui, dès le début de la crise, a préoccupé M. le Ministre des Finances. Il nous a, à maintes reprises, manifesté sa volonté bien arrêtée de ne pas permettre que la France perdît, dans les pays d'outre-mer, la situation hors de pair que le Comptoir d'Escompte lui avait fait acquérir (1). »

Et, de fait, ces agences ne disparurent pas, puisque presque toutes furent maintenues par le Comptoir National d'Escompte, après sa création.

En outre, en envoyant un certain nombre de leurs agents dans les postes lointains, les Sociétés de Crédit les ont amenés à pratiquer l'étude des langues étrangères, à étudier, par devoir professionnel, les mœurs et les usages commerciaux d'autres peuples, à connaître des façons de penser et d'agir différentes des nôtres, ils ont ainsi contribué à développer chez ces Français l'initiative, l'expérience des affaires, l'amour du sol natal pour le plus grand profit de la mère-patrie.

On a fait cependant souvent aux Etablissements de Crédit, un reproche sur lequel il nous faut nous arrêter quelque peu, non pas que les Etablissements aient besoin d'être défendus, mais pour montrer comment,

(1) Rapport de MM. Moreau et de Monchicourt, liquidateurs du Comptoir d'Escompte de Paris, à l'assemblée des actionnaires de la Société, du 26 avril 1889.

parlant d'un fait indéniable, on arrive parfois à une conclusion exagérée, faute de savoir exactement comment les choses se passent dans la pratique. On a donc, voyant les nombreux emprunts étrangers émis en France, reproché aux Sociétés de Crédit de ne pas se préoccuper suffisamment des entreprises françaises, et de drainer les capitaux français au profit de l'étranger, soit en employant les dépôts de leurs clients à subventionner des entreprises étrangères, soit en engageant le public à souscrire des actions ou des obligations de telle compagnie de chemin de fer ou de telle affaire industrielle étrangère, soit enfin en bourrant de titres de fonds d'Etat étrangers le portefeuille des capitalistes.

Il convient, pour être juste, de remarquer que les critiques, un peu exagérées parfois, formulées à ce sujet, ont été dirigées peut-être un peu exclusivement contre les Sociétés de Crédit, car enfin celles-ci ne sont généralement pas seules à lancer un emprunt étranger. Ignore-t-on que la plupart du temps, l'emprunt est cédé à un consortium financier dont font partie souvent, avec des Etablissements de Crédit, des maisons de banque, qui, pour être fort importantes, ne ressemblent nullement à ceux-ci, aussi bien au point de vue de leur extension qu'au point de vue du genre d'affaires qu'elles traitent. Les Sociétés de Crédit ne seraient donc pas seules à avoir, comme on l'a dit, « inondé le marché français d'emprunts étrangers ».

Néanmoins, il est très exact que nos Etablissements ont souvent prêté le concours de leurs nombreux guichets à des émissions d'emprunts étrangers ; mais avant de le leur reprocher avec l'ardeur qu'on y met parfois ; il serait équitable de rechercher s'il y a véritablement là un mal tant au point de vue économique général qu'au point de vue particulier des capitalistes. C'est en effet, une objection courante que celle-ci : « Il y a en France de nombreuses affaires industrielles ou commerciales qui ne peuvent vivre ou ne peuvent se développer parce que les capitaux français, de l'appui desquels elles auraient besoin, se réservent pour d'autres emplois, non pas plus rémunérateurs, mais considérés généralement comme plus sûrs. » Certes, il faut le reconnaître, alors que les grosses Sociétés voient les capitaux affluer, beaucoup de petites entreprises sérieuses et réellement intéressantes ne peuvent trouver les fonds dont elles auraient besoin pour vivre et pour prospérer. Le capitaliste français a peu de goût pour ce genre de placement, et, à revenu égal, il lui préférera toujours les fonds d'un Etat, même de second ordre, parce qu'il estimera ses risques moindres. C'est une mentalité dont les Sociétés doivent tenir compte, proposant à leur clientèle ce que celle-ci recherche le plus. Mais faut-il en conclure que ce sont elles qui ont créé cette mentalité sur laquelle, maintenant, elles doivent régler leur conduite ?

Elles ont, en outre, à éviter les reproches que pour-

raient leur adresser leurs clients engagés par elles dans des placements désavantageux ; or, il est bien plus facile de juger de la prospérité d'un Etat que de l'avenir d'une industrie. Rien d'étonnant, donc, à ce qu'un Etablissement, dont les conseils engagent sa responsabilité morale, observe, en les donnant, la plus grande prudence.

Si, d'ailleurs, les capitalistes français n'employaient pas en valeurs étrangères, à revenu supérieur aux nôtres, une partie de leur fortune, nous verrions les capitaux abonder en France, et cette abondance, cette pléthore même, aurait pour conséquence inévitable un abaissement du taux de l'intérêt, déjà cependant si peu élevé. Dans les autres pays, au contraire, les capitaux, plus rares, seraient plus recherchés et trouveraient des emplois très productifs. Le caractère international du marché des capitaux et les placements à l'étranger, qui n'en sont que la résultante, évitent toutes ces conséquences, et il ne semble pas que, tout compte fait, les capitalistes français doivent s'en plaindre (1).

(1) On a souvent fait un grief aux Etablissements de la baisse des titres émis par eux. Il faut reconnaître qu'il y a eu depuis quelques années, une dépression générale de toutes les valeurs et tenir compte de certaines circonstances particulières dont certains fonds, — les fonds russes, par exemple, — ont eu à souffrir. Certaines valeurs ont vu, néanmoins, leurs cours dépasser notablement leur prix d'émission. (Voir les articles sur « le rôle des Etablissements de Crédit », « Réponse aux propos de Lysis », dans la *Revue politique et parlementaire* de 1907.

Le pays n'en souffre pas non plus. Il pâtirait de l'état de malaise qui ferait naître en France une trop grande abondance de capitaux. Au lieu de cela, les capitaux trouvent des emplois suffisamment rémunérateurs, et il résulte une plus grande activité industrielle et commerciale.

5° *Les conséquences au point de vue international.*

En engageant avec l'étranger des relations qui les ont amenées à émettre en France des emprunts étrangers, nos Sociétés de Crédit ont rendu à leur pays des services d'un caractère plus large encore, d'un caractère international : ils ont répandu au loin le prestige de la puissance économique de la France et fait d'autres pays, jusqu'alors indifférents à notre égard, nos obligés en en faisant nos débiteurs. Ce genre de rapports constitue un lien puissant et un gage de paix entre les nations.

Bien souvent aussi, d'ailleurs, la France a retiré de son appui financier d'autres avantages que des avantages moraux et, pour n'en citer qu'un exemple, l'alliance franco-russe n'a-t-elle pas été conclue dans ces conditions ? Nous avons prêté à la Russie le concours de nos milliards, et la Russie, d'autre part, en s'alliant à nous à un moment où la politique allemande avait su nous placer dans un cruel isolement, nous a rendu un service inoubliable.

Bien que, en principe, pour lancer sur le marché français un emprunt étranger, nos financiers ou nos Etablissements n'aient pas à demander d'autorisation au gouvernement, il est bien certain que, en fait, celui-ci est toujours consulté sur l'opportunité de l'émission projetée avant sa conclusion définitive. Les financiers français, — que ce soient les représentants de la haute banque ou les représentants des Etablissements de Crédit, — ont assez de patriotisme pour ne pas entreprendre la négociation d'un emprunt qui serait contraire aux intérêts de la politique de leur pays. Ils n'arrêtent les conditions d'un emprunt d'Etat étranger quelconque qu'après avoir pris officieusement l'avis du ministre des Finances français. Celui-ci se met d'accord avec son collègue des Affaires étrangères et, bien souvent, il signale à ses compatriotes chargés de négocier l'emprunt les avantages à obtenir de l'Etat emprunteur ; ces avantages sont, la plupart du temps, la conclusion ou le renouvellement d'un traité de commerce ou l'insertion d'une clause avantageuse pour la France, par exemple, l'emploi d'une partie des fonds provenant de l'emprunt en commandes faites à l'industrie française (1), etc.

En imposant des conditions de ce genre, les Sociétés de Crédit françaises se font les auxiliaires de notre

(1) C'est ainsi que le dernier emprunt contracté par la Serbie, en 1906, a servi à payer une commande d'artillerie faite au Creusot.

diplomatie, et elles apportent leur aide précieuse au commerce et à l'industrie française. « Nous ne ferons, au sujet de ces opérations, qu'une brève remarque » disaient tout récemment, en parlant des principales opérations d'émission ou de placement auxquelles leur Etablissement avait coopéré durant le cours de l'année sociale, les administrateurs de la Société Générale; « le concours prêté par notre Etablissement aux emprunts étrangers, est subordonné à l'adhésion préalable de notre Gouvernement, dont nous avons toujours cherché à servir les intérêts extérieurs » (1).

On aurait tort de supposer, d'ailleurs, que les financiers français pourraient passer outre à un avis défavorable du Gouvernement, et émettre quand même en France l'emprunt projeté. Sans doute, légalement, ils ne s'exposeraient de ce fait à aucune sanction, mais le sort de l'emprunt serait gravement compromis, car l'admission à la cote de la Bourse de Paris serait certainement refusée. C'est, en quelque sorte, l'estampille officielle qui est accordée, après examen, par la Chambre syndicale des Agents de Change, aux valeurs qui paraissent les plus sérieuses, et cette admission est toujours refusée si le ministre des Finances en a combattu l'opportunité.

Avant de conclure un emprunt, les financiers doivent se livrer à une étude approfondie des conditions dans

(1) Rapport à l'Assemblée générale du 29 mars 1907.

lesquelles il se présente. Il leur faut examiner, si c'est un emprunt d'Etat, la situation politique et la situation matérielle de l'Etat emprunteur, la fermeté de ses institutions et l'équilibre de son budget ; s'il s'agit d'une entreprise privée, financière, industrielle ou commerciale, l'état de l'affaire et ses chances de réussite, l'honnêteté et l'habileté professionnelle de ceux qui la dirigent. Pour faire ces études, il faut la plupart du temps déléguer des hommes qui aient des aptitudes ou des connaissances spéciales (financiers ou ingénieurs), alors que souvent des correspondants établis sur les lieux mêmes, pourraient facilement recueillir et transmettre tous les renseignements nécessaires. Les Etablissements de Crédit sont souvent à cet égard, dans une situation privilégiée qui rend leurs enquêtes plus faciles et plus rapides, et qui leur permet aussi de surveiller plus facilement les intérêts des capitaux français.

Lorsque, par exemple, les porteurs de certaines valeurs étrangères (fonds d'Etats ou obligations industrielles) ont un gage spécial sur les produits de l'industrie, ou sur les produits des droits de douane ou de tel ou tel impôt (banderoles des tabacs, monopole des allumettes ou de l'alcool, etc.), l'emploi des fonds provenant du gage a besoin d'être surveillé, et il est généralement nommé, par le groupe qui s'est chargé de l'emprunt, un délégué auquel est confiée cette mission de surveillance. Si les agents à l'étranger de nos Sociétés de Crédit n'ont pas, à cet égard, de

mission officielle, ils peuvent au moins se livrer à une surveillance officieuse, et provoquer, s'il y a lieu, l'intervention de leur Etablissement pour faire respecter les intérêts des clients de celui-ci.

Si les intérêts des capitalistes français avaient toujours été surveillés que de déboires eussent pu leur être épargnés ! Que d'ennuis on eût pu leur éviter ! Les Sociétés de Crédit eussent pu remplir le rôle assumé par les associations de porteurs de telles ou telles valeurs, et leur puissance financière aurait peut-être rendu très efficace leur intervention.

Outre la prépondérance économique qu'ils assurent à la France, les emprunts étrangers ont une conséquence d'un tout autre ordre : ils sont une garantie de la paix.

L'effet, à première vue, paraît n'avoir avec la cause que des rapports bien lointains, mais qui sont cependant logiques, pour peu qu'on y réfléchisse un instant.

Sans doute la doctrine de Drago n'a pas encore prévalu, et il arrive parfois qu'une puissance européenne est obligée de faire montre de sa force pour obtenir la reconnaissance d'une dette ou le paiement d'une créance, qu'il s'agisse d'intérêts généraux ou d'intérêts particuliers. C'est ainsi que, ces dernières années, les navires de guerre de plusieurs puissances (dont l'Italie, l'Allemagne et la France) sont allés mouiller dans les eaux vénézuéliennes, et qu'une escadre française s'est rendue à Mithylène pour convaincre la Turquie que

nous savions au besoin prendre en mains la défense des intérêts de nos nationaux. Mais, ces cas sont exceptionnels, et, s'il est nécessaire pour une nation que les autres connaissent sa force, il est bien rare que, pour la défense d'intérêts matériels, elle en soit réduite à l'employer.

La force est, sans doute, vis-à-vis d'un Etat d'une bonne foi peu scrupuleuse, un excellent moyen de faire reconnaître un droit méconnu, mais, dans ce cas généralement, elle a une conséquence pratique; c'est, par exemple, de mettre entre les mains ou sous la surveillance de l'Etat créancier l'exploitation d'un monopole ou la perception des recettes des douanes. En dehors de ce cas, où l'Etat créancier s'assure à lui-même le paiement de sa créance, l'emploi de sa force irait à l'encontre du but à atteindre. Il obligerait tout d'abord l'Etat réclamant à faire une campagne dont les frais seraient, la plupart du temps, hors de proportion avec les griefs invoqués. Les finances de l'Etat débiteur seraient, elles aussi, profondément bouleversées par les frais auxquels elles auraient à faire face, et celui-ci serait donc encore moins en état qu'avant le conflit de tenir ses engagements. Quelle que soit, en effet, l'issue d'une guerre, les finances des belligérants en supportent longtemps les conséquences. Les frais d'une campagne sont toujours élevés, et ce n'est qu'au prix de durs sacrifices que l'Etat vainqueur même peut, après avoir payé ces frais, reconstituer son matériel de guerre

et remettre tous ses services à même de fonctionner normalement. S'il en fallait un exemple, la guerre russo-japonaise nous en fournirait la matière, puisque nous avons vu, ces derniers temps, et malgré le prestige que, toujours, un Etat tire de sa victoire, le Japon faire des emprunts à un taux plus élevé qu'au lendemain même de la guerre.

Un Etat clairvoyant, dont les citoyens possèdent chez son adversaire des intérêts réels fera donc tout son possible, si son intégrité n'est pas menacée et si ses intérêts primordiaux ne sont pas en jeu, pour éviter un conflit dont le premier effet serait d'affaiblir encore son débiteur et de diminuer ses ressources. Ce n'est donc pas sans raison que l'on peut considérer les emprunts étrangers comme une garantie de la paix, et si, en s'établissant à l'étranger, les Sociétés de Crédit ont multiplié et resserré entre les nations les liens puissants que sont des intérêts matériels réciproques, on ne peut vraiment que se féliciter de leur expansion au-dehors.

CHAPITRE V

Les banques coloniales et les banques d'influence.

Il est difficile de ne pas dire ici quelques mots des banques coloniales, non qu'on puisse les considérer comme des succursales de nos Etablissements de Crédit, mais parce que, cependant, elles remplissent le même but, et parce qu'elles ont souvent avec eux des rapports très étroits.

L'une pourtant, la *Banque de l'Algérie*, fondée à Alger en 1848 avec le concours de l'Etat qui lui avança un million, fut d'abord une succursale de la Banque de France, dont elle a conservé l'organisation, et, dans sa sphère d'action, les attributions. C'est elle, en effet, qui possède en Algérie le monopole de l'émission des billets. Mais, à la différence des banques coloniales, elle ne fait pas l'opération caractéristique de celles-ci : le prêt sur récoltes pendantes.

La loi du 11 juillet 1851 créa trois autres banques coloniales : celles de *la Martinique*, de *la Guadeloupe* et de *la Réunion*. La *Banque du Séné-*

gal (1) et la *Banque de la Guyane* furent organisées par décret en 1853 et 1854.

Ces cinq Etablissements présentent ce caractère commun d'avoir été fondés avec un capital provenant d'un prélèvement sur l'indemnité accordée pour l'abolition de l'esclavage. Il y eut bien, du 17 août 1851 au 17 août 1852, une émission publique d'actions de ces banques, mais le public s'en désintéressa complètement. L'absence d'actionnaires volontaires est donc un des points qui les différencient de nos grands Etablissements de Crédit et de leurs filiales.

Au contraire, la *Banque de la Nouvelle-Calédonie*, fondée par un décret de 1874 et disparue après quatre années d'existence, et la *Banque de l'Indo-Chine*, fondée par un décret de 1875, ont été créées par des Sociétés privées, assujetties au contrôle de l'Etat, et tenant de lui les mêmes privilèges que les banques du premier groupe (2).

Avec cette particularité qu'elle est une banque privilégiée, la Banque de l'Indo-Chine a donc avec nos grandes Sociétés de Crédit ce caractère commun qu'elle est une institution privée possédant de nombreuses agences (3). Et de même que nos Etablissements ont

(1) La *Banque du Sénégal* est devenue la *Banque de l'Afrique occidentale et orientale*, avec succursales à Saint-Louis, Dakar, Rufisque, Conakry, Porto-Novo et Grand-Bassam.

(2) Denizet : *Les Banques coloniales*, page 26.

(3) La Banque de l'Indo-Chine a son siège à Paris. Un décret du

été amenés à créer des succursales à l'étranger, ainsi, de son côté, la Banque de l'Indo-Chine ne s'est pas contentée d'installer des agences dans les possessions françaises d'Extrême-Orient et dans les pays de protectorat, mais en a fondé aussi dans les villes du Siam, de la Chine et des Indes, qui, par leur importance commerciale, justifiaient le mieux cette initiative (1).

Les Banques coloniales françaises sont, nous l'avons dit, des Sociétés autonomes, qu'on ne peut, en aucune façon, considérer comme dépendant directement de nos Etablissements de Crédit. Ce n'est pas à dire qu'elles

21 janvier 1875 lui donna d'abord le privilège d'émission dans la Cochinchine et l'Inde française, et l'autorisation de s'établir, avec l'approbation du ministre et l'avis de la Commission de surveillance des banques coloniales, dans tous les points de l'Extrême-Orient où sont établis des comptoirs régis par la loi française, et dans les ports de la Chine, du Japon et des Indes Orientales. Un décret du 20 février 1888 étendit le privilège de la banque au Tonkin, à l'Annam, au Cambodge et à la Nouvelle-Calédonie, et élargit son cercle d'action de Nossi-Bé et de Mayotte, d'un côté, jusqu'aux Etablissements français d'Océanie, de l'autre. Ce décret lui imposa l'obligation de fonder des agences dans toutes ces possessions, — où l'établissement d'une succursale lui assurait aussitôt le privilège, — et dans les ports de la Chine, du Japon, de la mer des Indes et du Pacifique où le ministre le jugerait utile.

(1) La Banque de l'Indo-Chine possède des succursales en Cochinchine, à Saïgon ; au Tonkin, à Haïphong et à Hanoï ; aux Indes, à Pondichéry ; en Annam, à Tourane ; en Nouvelle Calédonie, à Nouméa ; en Océanie, à Papeete ; au Cambodge, à Pnom-Penh ; au Siam, à Bangkok et à Battambang ; en Chine, à Hong-Kong, Canton, Shanghai, Hankéou, Tientsin et Pékin ; aux Indes anglaises, à Singapore ; et sur la Côte des Somalis, à Djibouti.

n'aient avec eux aucun rapport : la Banque de l'Indo-Chine leur doit l'existence, et reste unie avec eux par des liens étroits ; et c'est l'un d'eux, le Comptoir National d'Escompte, qui est le banquier et le correspondant officiel dans la métropole de toutes nos banques coloniales.

Nous n'avons pas à nous étendre ici sur les opérations que traitent les Banques coloniales. Leur rôle, comme celui de tout Etablissement de Crédit, consiste essentiellement à faire des prêts avec des fonds empruntés d'un autre côté. Elles font donc, en vertu de ce principe, toutes les opérations en usage chez nos Sociétés de Crédit métropolitaines, en y joignant quelques attributions qui découlent de leur privilège, de leurs statuts, ou des usages locaux. En effet, comme la Banque de France en France, et la Banque de l'Algérie en Algérie, les Banques coloniales ont le monopole de l'émission de billets payables à vue et au porteur, dans les pays où elles sont autorisées à opérer.

Elles font encore une opération tout à fait inusitée en France, — où l'on n'a pas pu encore implanter l'usage des warrants agricoles — : c'est le prêt sur récoltes pendantes, en usage dans les colonies sucrières. Elles font également des prêts garantis par des dépôts de lingots, monnaies et matières d'or et d'argent, et même (en Indo-Chine) de cuivre.

En un mot, les Banques coloniales ont adapté leurs statuts et plié leurs opérations aux exigences et aux

usages des régions dans lesquelles elles étaient destinées à opérer. Il suffit d'examiner leurs bilans pour se rendre compte des services qu'elles rendent, et, par conséquent, de l'aide qu'elles peuvent apporter à la France dans sa mission civilisatrice. Et ce n'est pas leur moindre mérite que d'avoir su pratiquer dans nos colonies le crédit agricole, dont on ne parle guère en France que pour déplorer son insuffisance, et même de l'avoir adapté parfois à certaines particularités locales, comme l'a fait la Banque de l'Indo-Chine, à qui ses statuts permettent de faire des prêts « aux collectivités agricoles ayant qualité de personne civile. » Cette disposition statutaire lui donne la possibilité de faire, sur la garantie des rizières de la collectivité, des prêts aux communes annamites ou tonkinoises, aux syndicats agricoles, et même à des réunions de plusieurs colons associés simplement pour la circonstance.

Ces exemples suffisent à prouver dans quelle mesure les Banques coloniales peuvent faciliter la mise en valeur de nos colonies, et à montrer quelle influence peut acquérir, même en dehors de nos possessions, un Etablissement français qui rend des services de cette nature, comme, par exemple, la Banque de l'Indo-Chine dans les villes de l'empire Chinois où elle possède des agences. Et, de fait, la Banque de l'Indo-Chine, en particulier, n'est pas seulement pour nos colons une précieuse auxiliaire ; elle est aussi, pour la France, une banque d'influence, dans toute l'acception

du terme. Nous en voyons la preuve dans ce décret du 20 février 1888 qui, en élargissant sa sphère d'action, imposait en même temps à la banque l'obligation de fonder des agences, non seulement dans toutes nos possessions d'Extrême-Orient, mais encore dans les ports de la Chine, du Japon, de la mer des Indes et du Pacifique où le ministre le jugerait utile.

D'un tout autre genre, mais banques d'influence aussi, sont deux Etablissements dont nous ne pouvons nous dispenser de dire quelques mots : la *Banque Ottomane* et la *Banque d'Etat du Maroc*. Ni l'une ni l'autre, à vrai dire, ne dépendent de nos Etablissements de Crédit : mais l'une et l'autre ont avec les puissances financières de notre pays trop d'attaches pour que nous puissions les passer complètement sous silence (1).

La Banque Ottomane, d'ailleurs, possède à Paris une agence qui fait d'elle un des Etablissements importants de la place. Elle a été constituée sous le patronage d'un syndicat de financiers anglais et français parmi lesquels on relève les noms de MM. Eugène Péreire, Fould, Hottinguer, Mallet frères, Pillet-Will, etc., et son administration est confiée, pour une large part, à des Français. On peut dire aussi, sans pour cela confondre ses

(1) Il faut remarquer que, au moment de la fondation de la Banque Ottomane, en 1863, le Comptoir d'Escompte était le seul Etablissement de Crédit existant en France.

attributions avec celles de la Dette publique Ottomane, que les intérêts qu'elle sert sont, très fréquemment, des intérêts français. Il n'est que juste d'ajouter que c'est surtout en France que sont souscrits les emprunts qu'a pu soumissionner la Banque Ottomane.

Cet Etablissement, en effet, en dehors de l'émission de billets remboursables à vue et au porteur, et des opérations ordinaires des banques, est chargé en outre d'effectuer à Constantinople et dans les localités où il a des agences l'encaissement des revenus de l'Empire ; d'opérer pour le compte du gouvernement ottoman le paiement des coupons et des titres remboursables de la Dette ottomane, et de tous les mandats émanant de l'administration. Il peut aussi soumissionner des emprunts pour le compte de tiers, et se charger de leur négociation.

C'est un rôle analogue à celui que remplit en Turquie la Banque Ottomane qui incombe au Maroc à la Banque d'Etat qu'y a fondée la Conférence d'Algésiras. Ses attributions, tant vis-à-vis de l'Etat chérifien que vis-à-vis du public, sont sensiblement les mêmes que celles qu'exerce son aînée.

En ce qui concerne la question monétaire, la Banque du Maroc jouit de pouvoirs étendus puisqu'elle peut, « en vertu de l'acte d'Algésiras, et sous réserve des dispositions stipulées en faveur de la monnaie espagnole, prendre les mesures qu'elle juge utiles pour assainir la situation monétaire au Maroc ».

« En conséquence, la Banque est exclusivement chargée de l'achat des métaux précieux, de la frappe et de la refonte des monnaies, ainsi que de toutes autres opérations monétaires qu'elle fera pour le compte et au profit du gouvernement marocain (1). » C'est là un monopole tout à fait exceptionnel. La Banque Ottomane ne le possède pas, bien que ses statuts lui permettent de faire le commerce des métaux précieux et des avances sur ces matières.

Cette différence n'est pas la seule que l'on relève entre la Banque Ottomane et la Banque d'Etat du Maroc, bien que les deux Etablissement jouent, en somme, un rôle identique ; et la Banque du Maroc offre avec nos Sociétés de Crédit plus de points de contact que son aînée. Et d'abord, elle est, de par ses statuts, une Société anonyme régie par la loi française (2). De plus, les Etablissements français ont participé d'une façon réelle à sa fondation, puisque, en dehors de la part réservée à chacun des Etats qui ont déclaré se prévaloir de leur droit de souscription, deux parts ont été attribuées au consortium des banques signataires du contrat du 12 juin 1904 relatif à l'emprunt marocain (3). Ce consortium était composé de : la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Comptoir National d'Escompte de

(1) Règlement sur les rapports de la banque d'Etat et le gouvernement marocain. Article 33.

(2) Titre 1^{er} des statuts, article 4^{er}.

(3) Titre II, article 6.

Paris, la Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, la Société Marseillaise de Crédit industriel et commercial et de dépôt: la Société Générale de Crédit industriel et commercial, la Banque Impériale Ottomane, la Banque Française pour le commerce et l'industrie, le Crédit Algérien, la Banque J. Allard et C^{ie}, la Banque de l'Indo-Chine, la Banque de l'Union Parisienne.

La Banque de Paris et des Pays-Bas a été choisie par ces Etablissements comme chef de groupe pour les deux parts du consortium, et elle a été désignée également par le Gouvernement français pour exercer les droits réservés au groupe français. C'est assez dire la part qu'ont prise nos Etablissements et la Banque de Paris et des Pays-Bas, en particulier dans la constitution de la nouvelle Banque internationale.

Le Comptoir National d'Escompte a, lui aussi, favorisé d'une façon toute spéciale, le développement de la Banque du Maroc, puisque, « dans une vue élevée des intérêts de notre pays » (1), il lui a laissé le champ libre en lui cédant les succursales qu'il avait ouvertes à Tanger, Casablanca et Mogador.

Nous avons signalé les principales des banques opérant à l'étranger. Il nous reste à nommer la *Compagnie Algérienne*, qui possède deux succursales au Maroc,

(1) Rapport à l'Assemblée générale du 7 avril 1908.

à Tanger et Casablanca. Enfin, tout récemment, à la fin de 1907, a été fondée la Banque de *Cochinchine*, dont l'initiative pourra donner lieu par la suite à d'intéressantes constatations.

En outre, il nous faut signaler également l'œuvre accomplie à l'étranger par plusieurs Sociétés françaises de Crédit foncier : le *Crédit foncier franco-canadien*, le *Crédit foncier égyptien*, le *Crédit foncier argentin*, qui, soutenus par les capitaux français, rendent dans les pays où ils opèrent des services indéniables.

CONCLUSION

L'expansion à l'étranger des Etablissements de Crédit n'est pas un fait spécial à notre pays. Les abondantes ressources de la France ont peut-être été une raison particulière de ce développement au dehors, mais on observe actuellement le même phénomène dans toutes les grandes nations. Il y a même parfois des banques constituées spécialement pour le commerce avec l'étranger, comme la *Chartered Bank*, la *Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation*, qui opèrent spécialement en Extrême-Orient.

On compte à Paris un certain nombre de succursales de banques étrangères, et, parmi les principales, la *Banque de Rome* (Banco di Roma), la *Banque I. R. P. des Pays Autrichiens*, la *Banque Russo-Chinoise*, la *Banque Russe pour le Commerce étranger*, la *London and River Plate Bank L^d*, etc.

Les causes de ce développement sont multiples ; mais on les résume toutes en disant des banques étrangères, ce que nous avons dit de nos Etablissements : en se développant au dehors, elles servent puissamment

les intérêts particuliers et les intérêts généraux de leur pays.

Faut-il alors, au moment de fonder à l'étranger, des agences ou des filiales, que les chefs des Sociétés de Crédit écoutent les objections qui leur sont faites si souvent : vous vous lancez dans l'inconnu. Vous allez soutenir des entreprises étrangères avec des capitaux français que vous leur fournissez à des taux relativement bas, alors que nombre d'entreprises françaises attendent votre concours pour se développer.

Il ne faut pas oublier que les Etablissements de Crédit opérant généralement avec des fonds qui leur sont confiés ne peuvent ni engager ces fonds à la légère, ni les engager pour une longue période. Ces réserves faites, ces Sociétés soutiennent, dans la mesure du possible, les industriels et les commerçants français qui réclament leur appui, et souvent, grâce à leurs succursales étrangères, elles leur rendent de multiples services. Pourquoi les empêcherait-on de trouver à l'étranger pour leurs capitaux des emplois avantageux qui leur permettent de rendre en France des services incontestables, mais souvent peu rémunérateurs.

On ne peut donc regretter l'expansion à l'étranger de nos Etablissements de Crédit. Le seul vœu que l'on puisse faire, c'est que les banques françaises se répandent de plus en plus au dehors.

Les Sociétés de Crédit, avec leur puissante organisation, ont parfois plus de facilités pour ce dévelop-

pement. Et pourtant, étant donné leur force, les succursales qu'elles possèdent hors de France sont relativement peu nombreuses. L'extension de leurs opérations en France est peut-être trop grande pour permettre à ces Sociétés de porter ailleurs leurs efforts et le concours de leurs capitaux. En outre, il deviendrait sans doute fort difficile de réunir sous une direction unique, et d'enfermer dans des règles identiques des agences répandues en grand nombre dans les régions les plus éloignées et les plus différentes. Ce sont, sans doute, les raisons principales qui s'opposent à un développement considérable des agences étrangères de nos Etablissements de Crédit.

Le système des filiales se prêterait mieux à cette expansion à travers le monde ; et pourtant le contrôle que la Société-mère continue généralement à exercer sur ses filiales deviendrait d'autant plus difficile que celles-ci seraient plus nombreuses. En outre si, de leur côté, les Etablissements ne peuvent pas affecter à des entreprises étrangères une part trop grande de leurs capitaux, ils ne peuvent non plus faire sans cesse appel à leur clientèle pour la constitution de nouvelles filiales et la souscription du capital de celles-ci.

Et cependant, dans l'intérêt particulier comme dans l'intérêt général, la création de banques françaises à l'étranger s'impose. C'est un facteur de l'influence française que nous ne devons pas négliger. Il y a actuellement encore trop de pays où il n'existe que des

banques anglaises ou allemandes. Dans certains pays neufs, comme le Japon, il n'existe pas une grande banque française.

Si l'on ne peut demander aux Etablissements de Crédit de créer partout des agences ou des filiales, on peut souhaiter qu'ils prennent l'initiative de la création d'un Etablissement français de banque dans les principaux pays du monde. Leurs efforts, joints à ceux de la haute banque parisienne et des principales banques de provinces, ne resteraient certainement pas stériles, et ils seraient une nouvelle preuve que toutes les puissances financières de ce pays savent s'unir quand il s'agit de l'intérêt de la France.

Vu :

Le président de la thèse,

A. SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie,

V. BONNARIC.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.....	5
BIBLIOGRAPHIE.....	7
INTRODUCTION : Partie historique.....	9
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Pourquoi les Etablissements de crédit ont créé des succursales à l'étranger</i>	19
§ 1 ^{er} . — Le commerce.....	21
§ 2. — Les valeurs mobilières.....	25
§ 3. — La politique fiscale de la France.....	28
CHAPITRE II. — <i>Comment fonctionnent les succursales à l'étran- ger des Etablissements de crédit</i>	33
§ 1 ^{er} . — Ce que sont ces succursales : agences ou filiales..	33
§ 2. — Les rapports de ces succursales avec l'Etablis- sement de Crédit en ce qui concerne surtout le capital qu'elles mettent en œuvre et la tré- sorerie.....	44
§ 3. — Les succursales étrangères au point de vue de leurs rapports avec l'État étranger chez lequel elles opèrent, et spécialement au point de vue fiscal.....	50
CHAPITRE III. — <i>Les opérations auxquelles se livrent les suc- cursales étrangères de nos Etablissements de Crédit Les opérations particulières à ces succursales dans les principaux pays.</i>	69

CHAPITRE IV. — <i>Les relations des Etablissements de Crédit avec l'étranger par l'intermédiaire de leurs succursales</i>	405
§ 1 ^{er} . — Les conséquences au point de vue des Etablissements eux-mêmes.....	405
§ 2. — Les conséquences au point de vue des capitalistes.	410
§ 3. — Les conséquences au point de vue du commerce.	412
§ 4. — Les conséquences au point de vue de l'intérêt national.....	415
§ 5. — Les conséquences au point de vue international..	420
CHAPITRE V. — <i>Les banques coloniales et les banques d'influence</i>	428
CONCLUSION.	439

